

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement						ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	1 an		6 mois		3 mois		
	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Fax (228) 21-61-07 — LOME
Togo	6 000	—	3 300	—	1 725	—	
France, Afrique	—	8 400	—	4 620	—	2 415	
Autres pays	—	12 000	—	6 600	—	3 450	
							Les abonnements et annonces sont payables d'avance

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TEL : 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE

1995

18 mai — Décision n° 01/CAB/PR portant nomination du chef du service du Journal Officiel de la République Togolaise 455

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

1995

30 mai — Arrêté n° 208/MDN portant additif à l'arrêté n° 95-022/MDN du 18 janvier 1995 455

Décisions portant réintégration, imputabilités, réforme, radiations, exclusions, admission à la retraite..... 455

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

1995

17 mai — Arrêté n° 72/MID/SG portant reconnaissance de la désignation de chef de village..... 457

17 mai — Arrêté n° 73/MID/SG portant reconnaissance de la désignation de chef de village	457
17 mai — Arrêté n° 74/MID/SG portant reconnaissance de la désignation de chef de village	457
17 mai — Arrêté n° 75/MID/SG portant reconnaissance de la désignation de chef de village	457
17 mai — Arrêté n° 77/MID/SG portant reconnaissance de la désignation de chef de village	457
22 mai — Arrêté n° 79/MID portant reprise de situation administrative.....	457
22 mai — Arrêté n° 80/MID portant création, attributions et composition d'une commission de contrôle de films cinématographiques.....	459
23 mai — Arrêté n° 84/MID portant remise à disposition du corps d'origine et reprise de situation administrative	460
31 mai — Arrêté n° 86/MID portant titularisation.....	460
31 mai — Arrêté n° 87/MID portant reclassement, titularisation et avancement d'échelon.	460
31 mai — Arrêté n° 15MID/SES portant modalités d'application du décret portant attributions et organisation du Secrétariat d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, chargé de la Sécurité.	460

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1995

17 mai — Arrêté n° 58/MEF/AD/DG portant création de la vignette d'importation temporaire de véhicules ou laissez-passer.	462
22 mai — Arrêté n° 61/MEF/DA accordant un agrément à un expert en assurance.....	462
22 mai — Arrêté n° 62/MEF/DA accordant un agrément à une société d'expertise en assurance.	462

16 mai — décision n° 491/MEF/DF accordant un crédit au profit du ministre du Développement rural, de l'Environnement et du Tourisme 462

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL
DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

1995

26 mai — Arrêté n° 17/MDRET portant nomination. 462

MIN. MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION
ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

1995

19 mai — Arrêté n° 45/MSPSN portant nomination des membres du Conseil d'Administration du centre hospitalier régional de Dapaong. 463

MIN. MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1995

29 mai — Arrêté n° 106/MENRS portant nomination. 463

23 mai — Décision n° 21/UB/R/CD portant exclusion. 463

MIN. MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL, DE LA FONCTION
PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

1995

Arrêtés portant nominations, titularisations et avancements automatiques d'échelon, intégrations, promotions, position de stage, prorogation de stage, retour de stage, changement de cadre, détachements, reprise de service, rappel à l'activité, régularisation de situation administrative, bonifications, absence irrégulière, sanction disciplinaire, admission à la retraite, révision de situation administrative et modification à un arrêté. 463

MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE
ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

1995

29 mai — Arrêté n° 13/MMERH/CAB portant création d'un comité de suivi du recouvrement des créances de la CEET. 480

MIN. MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1995

18 mai — Arrêté n° 07/METFP modifiant l'arrêté n° 89/022/METFP du 27 septembre 1989 portant création du Brevet de Technicien Supérieur (BTS). 481

DIVERS

CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

1995

22 mai — Décision n° 302/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. GAMIA Evelamenu Koffi Ametowobla. 489

22 mai — Décision n° 303/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. GBEDIPE Kodawu Kwassi Kudavo. 489

22 mai — Décision n° 304/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. EBIA Bassari. 489

22 mai — Décision n° 305/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. AGBO Tsoké Kokuvi. 490

22 mai — Décision n° 306/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. SODJI Ahlonko Agossouh. 490

22 mai — Décision n° 307/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. KPADENOU Yao Kpativo. 491

22 mai — Décision n° 308/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. AILA Koutémy. 491

22 mai — Décision n° 309/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. MOUKPE Takouda Toi. 491

22 mai — Décision n° 310/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. KOUMAROKA Lakou. 492

22 mai — Décision n° 311/CRT/DP — portant concession d'une pension aux ayants-cause de feu HYACINTHE Balbino. 492

22 mai — Décision n° 312/CRT/DP — portant concession d'une pension aux ayants-cause de feu HELEGBE Emmanuel Mawuli Aduko. 492

22 mai — Décision n° 313/CRT/DP — portant concession d'une pension aux ayants-cause de feu TANE-BANG Naki. 493

22 mai — Décision n° 314/CRT/DP — portant concession de pension aux ayants-cause de feu SEGNIAGBETO Sodoli. 493

22 mai — Décision n° 315/CRT/DP — modifiant le taux de majoration pour enfants à M. NANGUIT Atadé. 493

23 mai — Décision n° 319/CRT/DP — portant concession de pension de retraite à M. DOSSOU Madou Kokou. 493

26 mai — Décision n° 321/CRT/DP — portant concession de pension de retraite à M. AMEDEGNATO Ayéwanou. 494

26 mai — Décision n° 322/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. ALOVOR KOMLAN Mawuena. 494

26 mai — Décision n° 323/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. TORO/Timbéta. 494

26 mai — Décision n° 324/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. TEKOU Kankouévi Toukoui Kodjo. 495

26 mai — Décision n° 325/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à Mme AKOGO Ablawa Maloafa. 496

26 mai — Décision n° 326/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. JONHSON Kuaku Yackoleto. 496

26 mai — Décision n° 327/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à Mme AKALO Afiwa Oubouénalèkolè. 496

26 mai — Décision n° 328/CRT/DP — portant concession de pension aux ayants-cause de feu DOU'TI Soukoulou Ghabgué. 497

26 mai — Décision n° 331/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. KPANKOU Nulékussi Koffi. 497

29 mai — Décision n° 332/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. LAMBONI Douti. 497

29 mai — Décision n° 333/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. TCHABIY Nakordjwa. 498

29 mai — Décision n° 334/CRT/DP — portant révision d'une pension de retraite à M. KATIE Lamboni. 498

29 mai — Décision n° 335/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. TEGBA Kadjawélé Bouwéniké. 499

29 mai — Décision n° 336/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. MENSALL Akouété Ekovi. 499

29 mai — Décision n° 337/CRT/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. N'DASSIM Samah Abidji. 499

29 mai — Décision n° 338/CRT/DP — portant modification du taux de majoration pour enfants alloué à M. TEKYE Koffi.....	500
29 mai — Décision n° 339/CRT/DP — modifiant le taux de majoration pour enfants alloué à M. OUYENGAH Tamatcho Nakoutcha.....	500
29 mai — Décision n° 340/CRT/DP — accordant majoration pour enfants allouée à M. BAGNIOL Samié.....	500
29 mai — Décision n° 341/CRT/DP — modifiant le taux de majoration pour enfants alloué à M. AWI Daou.....	500
30 mai — Décision n° 342 CRT DP — portant concession d'une pension de retraite à Mme LEFEBVRE Françoise Colette.....	500
30 mai — Décision n° 343 CRT DP — portant concession d'une pension de retraite à M. ADEKAMBI Kouassivi Visséto.....	501
30 mai — Décision n° 344 CRT DP — portant concession d'une pension aux ayants-cause de feu ANANI Sassou (Emmanuel).....	501
30 mai — Décision n° 345 CRT DP — accordant majoration pour enfants allouée à M. DOH-AKLEAMA Séwoa Kouakou.....	501

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis, Communication et Annonces

Conservation de la propriété foncière

Avis de demande d'immatriculation	501
Avis de bornage	506

PARTIE OFFICIELLE

Actes du Gouvernement de la République Togolaise

Lois, Ordonnances, Décrets, Arrêtés et Décisions

Arrêtés et Décisions

PRESIDENCE

Décision n° 95/CAB/PR du 18/5/95 — M. NABINE Gnonh, documentaliste à la Présidence de la République est nommé chef du service du *Journal officiel*.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Additif

Arrêté n° 208/MDN du 30/5/95 — Le soldat de 1^{re} classe AMANA Kodjo n° mle 10270 du Régiment de Soutien et d'Appui est inscrit au tableau d'avancement au titre de l'année 1995 et promu au grade de Caporal à compter du 23 mai 1995.

Réintégration

Décision n° 197/MDN du 17/5/95 — Le sergent ATAKPA-BEM Lantame n° mle 7307 du Régiment de Soutien et d'Appui à Lomé, précédemment exclu pour trois (03) mois

sans solde, est réintégré dans les Forces Armées Togolaises pour compter du 1^{er} mai 1995.

La date de départ de services de l'intéressé est rectifiée comme suit :

- date d'engagement : 1^{er} août 1984
- interruption : 01/01/95 au 30/04/95 soit 04 mois
- date rectifiée pour départ de services : 1^{er} décembre 1984.

Imputation

Décision n° 196/MDN du 17/5/95 — Le décès du soldat de 1^{re} classe NOMAGNON Kossi n° mle 9329 du 2^e Régiment d'Infanterie à Lomé, survenu le 28 avril 1995 à Afangnan des suites d'une maladie, est imputable au service.

Décision n° 198/MDN du 17/5/95 — Le décès du maréchal des logis NIKABOU Zakari Yacoti, n° mle 838 de la Gendarmerie Nationale, survenu le 30 mai 1994, des suites d'une courte maladie, est imputable au service.

Reforme

Décision n° 199/MDN du 19/5/95 — Est réformé par mesure disciplinaire pour compter du 1^{er} mai 1995, le soldat de 2^e classe YOSSO Koffi n° mle 10248 du 1^{er} Régiment d'Infanterie à Lomé.

L'intéressé bénéficie de la gratuité de transport ainsi que sa famille pour rejoindre ses foyers. Il sera rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises et du 1^{er} Régiment d'Infanterie pour compter du 1^{er} mai 1995.

Radiation

Décision n° 200/MDN du 19/5/95 — Le caporal DJATO Kidjadan n° mle 4707 du Régiment Commando de la Garde Présidentielle, décédé le 12 mai 1995 au Campus Universitaire de Lomé des suites d'une maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 13 mai 1995.

Décision n° 203/MDN du 30/5/95 — Le caporal TASSINDJA Waké Bawa n° mle 8106 du 2^e Bureau des Forces Armées Togolaises, décédé le 13 mai 1995 lors de l'attaque du poste de contrôle de Bagbé (AVE), est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 14 mai 1995.

Décision n° 204/MDN du 30/5/95 — Le soldat de 1^{re} classe AKATAVI Kokou n° mle 3555 du Régiment Parachutiste

Commando à Kara, décédé le 17 mai 1995 à Témédja des suites d'une longue maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 18 mai 1995.

Décision n° 205/MDN du 30/5/95 — Le gendarme adjoint de 1^{re} classe TCHALIM Essossimna n° mle 1778 de la Gendarmerie Nationale, décédé le 05 mai 1995 au Centre Hospitalier Universitaire de Lomé des suites d'une courte maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 06 mai 1995.

Décision n° 206/MDN du 30/5/95 — Le gendarme adjoint de 1^{re} classe BOUWELELEN Badani n° mle 2125 de la Gendarmerie Nationale, décédé le 13 mai 1995 à Bagbé (AVE) lors de l'attaque des assaillants ce jour, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 14 mai 1995.

Décision n° 207/MDN du 30/5/95 — Le caporal-chef ADA-MAH Folly n° mle 5815 du Régiment Parachutiste Commando, décédé le 17 mai 1995 au Centre Hospitalier Régional de Kara des suites d'une longue maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 18 mai 1995.

Décision n° 209/MDN du 30/5/95 — Le soldat de 2^e classe AKO Karo n° mle 10387 du Régiment de Soutien et d'Appui, décédé le 17 mai 1995 au Centre Hospitalier Universitaire de Tokoin des suites d'une longue maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 18 mai 1995.

Exclusion

Décision n° 202/MDN du 30/5/95 — Le soldat de 1^{re} classe BIDAMAN Afouloum n° mle 4799 du Sous-Groupement Blindé est exclu pour trois (3) mois sans solde des Forces Armées Togolaises pour compter du 1^{er} juin 1995.

Décision n° 210/MDN du 30/5/95 — L'élève-gendarme MOZINO Tchitchao Abalo n° mle 14.468 de la gendarmerie nationale est exclu pour six (06) mois sans solde des Forces Armées Togolaises pour compter du 1^{er} juin 1995.

Décision n° 211/MDN du 30/5/95 — Les élèves-gendarmes dont les noms suivent en service à la Gendarmerie Nationale, sont exclus pour trois (03) mois sans solde des Forces Armées Togolaises pour compter du 1^{er} juin 1995.

E/G. ADAVO	Koffi	n° mle 14286
E/G. PALI	Tchao	" 14486
E/G. KEZIRE	Bang'na	" 14439
E/G. TABATE	Paniwai	" 14503
E/G. AKANTO	Agnoro	" 14533.

Admission à la retraite

Décision n° 193/MDN du 17/5/95 — L'adjudant-chef ADA-WOPE K. Agbényégan n° mle 0612 du Régiment de Soutien et d'Appui à Lomé est, sur sa demande, admis à faire valoir ses droits à la retraite d'ancienneté après vingt cinq (25) années de services effectifs dans les Forces Armées Togolaises pour compter du 30 août 1995.

Dans la limite de ses droits, un congé libérable de quatre vingt dix (90) jours lui est accordé valable du 1^{er} juin 1995 au 29 août 1995 inclus délai de route compris avec solde de présence. L'intéressé pourra prétendre à la gratuité de transport pour rejoindre ses foyers avec sa famille. Il sera rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 30 août 1995.

Décision n° 194/MDN du 17/5/95 — Les caporaux-chefs ANTHONY Kodjo n° mle 2197 de la musique principale et VIENYINO Kodjo mle 2288 de la Force d'Intervention Rapide sont sur leurs demandes, admis à faire valoir leurs droits à la retraite d'ancienneté après vingt (20) années de services effectifs pour compter du 30 août 1995.

Dans la limite de leurs droits, un congé libérable de quatre vingt dix (90) jours leur est accordé valable du 1^{er} juin 1995 au 29 août 1995 inclus délai de route compris avec solde de présence. Les intéressés pourront prétendre à la gratuité de transport pour rejoindre leurs foyers avec leurs familles. Ils seront rayés des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 30 août 1995.

Décision n° 195/MDN du 17/5/95 — Le sergent-chef ABRESSE Adanyebu Novinyo n° mle 0613 du Régiment de Soutien et d'Appui est, sur sa demande, admis à faire valoir ses droits à la retraite d'ancienneté après vingt cinq (25)

années de services effectifs dans les Forces Armées Togolaises pour compter du 30 août 1995.

Dans la limite de ses droits, un congé libérable de quatre vingt dix (90) jours lui est accordé valable du 1^{er} juin 1995 au 29 août 1995 inclus délai de route compris avec solde de présence. L'intéressé pourra prétendre à la gratuité de transport pour rejoindre ses foyers avec sa famille. Il sera rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 30 août 1995.

MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

Désignation de chefs de village

Arrêté n° 72/MID-SG du 17/5/95 — Est et demeure constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. ADANDOHOIN Komi en qualité de chef du village d'Akoumapé-Doulassa dans le canton d'Akoumapé.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

Arrêté n° 73/MID-SG du 17/5/95 — Est et demeure constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. Massoubé Awouko en qualité de chef de village de Illico dans le canton de Gamé.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

Arrêté n° 74/MID-SG du 17/5/95 — Est et demeure constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. MAWUNA Koffi, en qualité de chef de village de Agadji dans le canton d'Amlamé (Préfecture d'Amou).

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

Arrêté n° 75/MID-SG du 17/5/95 — Est et demeure constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. KOMLAN Ayédjé ADJEODA II, en qualité de chef de village d'Adjahun dans le canton d'Ouma à Amlamé (préfecture d'Amou)

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

Arrêté n° 77/MID-SG du 17/5/95 — Est et demeure constatée et reconnue officiellement la désignation par voie coutumière de M. ABAKOU Kossi Ohini, en qualité de chef de village de Klabè-Apégamé dans le canton de Klabè-Efoukpa.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

Reprise situation administrative

Arrêté n° 79/MID du 22/5/95 — Sont rapportés en ce qui concerne :

MM. AFETO Kodzo, n° mle 005943-H
— DOH Kossi Kouma, n° mle 005947-M
— KOGLO Kodzo Mawulé, n° mle 007627-M

Les arrêtés n° 051/MTFP du 15 janvier 1991 ; n° 066/MATS-DSN du 20 mai 1992 ; n° 129/MATS/DGPN-DAC du 28 août 1992 ; n° 008/MATS du 17 janvier 1994 ; n° 190/MID du 15 novembre 1994 ; portant reclassement, mise à jour des situations administratives et avancement d'échelon.

KOGLO Kodjo Mawulé, n° mle 007627-M, brigadier de 2^e échelon (ind. 590) est promu au grade de brigadier-chef de 1^{er} échelon (ind 630) au 02 septembre 1988.

Les intéressés sont élevés au grade de brigadier-chef de police de 2^e échelon (ind. 670) dans les conditions suivantes :

— 02-05-90 — AFETO Kodzo, n° mle 005943-H
— 02-05-90 — DOH Kossi Kouma, n° mle 005947-M
— 02-09-90 — KOGLO Kodjo Mawulé, n° mle 007627-M

Conformément à l'arrêté n° 0066/MATS-DSN du 20 mai 1992 portant reclassement général des fonctionnaires de police, les intéressés sont reclassés comme suit :

Nom et Prénoms	Ancienne situation	Nouvelle Situation
AFETO Kodzo, n° mle 005943-H	B/C 2 ^e éch. (ind.670) au 02-05-90	B/C 4 ^e éch. (ind. 1000) au 01-07-91 (ac 1 a 1 m 29 j)
DOH K. Kouma, n° mle 005947-M	B/C 2 ^e éch. (ind.670) au 02-05-90	B/C 4 ^e éch. (ind. 1000) au 01-07-91 (ac 1 a 1 m 29 j)
KOGLO K. Mawulé, n° mle 007627-M	B/C 2 ^e éch. (ind.670) au 02-09-90	B/C 4 ^e éch. (ind. 1000) au 01-07-91 (ac 9 m 29 j)

Les intéressés sont intégrés dans le corps des O.P.A. conformément à l'arrêté n° 744/MTFP du 28 septembre 1990, por-

tant admission au concours interne, session des 14 et 15 avril 1987 dans les conditions suivantes :

Nom et Prénoms	Ancienne Situation	Nouvelle Situation
AFETO Kodzo, n° mle 005943-H	B/C 4 ^e éch. (ind. 1000) au 01-07-91 (ac 1 a 1 m 29 j)	OPA 1 ^{re} cl. 1 ^{er} éch. (ind. 1020) au 02-05-90
DOH K. Kouma, n° mle 005947-M	B/C 4 ^e éch. (ind. 1000) au 01-07-91 (ac 1 a 1 m 29 j)	OPA 1 ^{re} cl. 1 ^{er} éch. (ind. 1020) au 02-05-90
KOGLO K. Mawulé, n° mle 007627-M	B/C 4 ^e éch. (ind. 1000) au 01-07-91 (ac 1 a 09 m 29 j)	OPA 1 ^{re} cl. 1 ^{er} éch. (ind. 1020) au 02-09-90

La situation administrative des intéressés se trouve révisée comme suit :

AFETO Kodzo, n°mle 005943-H

- OPA de 1^{re} cl. 1^{er} éch. (ind. 1020) au **02-05-90**
- OPA de 1^{re} cl. 2^e éch. (ind. 1080) au **02-05-92**
- OPA de 1^{re} cl. 3^e éch. (ind. 1140) au **02-05-94**

DOH K. Kouma, n°mle 005947-M

- OPA de 1^{re} cl. 1^{er} éch. (ind. 1020) au **02-05-90**

- OPA de 1^{re} cl. 2^e éch. (ind. 1080) au **02-05-92**
- OPA de 1^{re} cl. 3^e éch. (ind. 1140) au **02-05-94**

KOGLO K. Mawulé n° mle, n° 007627-M

- OPA de 1^{re} cl. 1^{er} éch. (ind. 1020) au **02-05-90**
- OPA de 1^{re} cl. 2^e éch. (ind. 1080) au **02-09-92**
- OPA de 1^{re} cl. 3^e éch. (ind. 1140) au **02-09-94**

Le directeur général de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARRETE N° 080/MID du 22/5/95 portant création, attributions et composition d'une Commission de contrôle de films cinématographiques

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

Vu la constitution du 14 octobre 1992,

Vu le décret du 13 mai 1935 relatif à l'organisation au Togo d'un contrôle sur les films cinématographiques, audio-visuels, les disques phonographiques, les prises de vue cinématographiques et les enregistrements sonores, modifié par le décret n° 59-87 du 21 mai 1959 ;

Vu le décret n° 94-076/PR du 19 octobre 1994 portant attributions et organisation du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation.

Vu l'arrêté n° 217/PR/INT du 30 novembre 1964.

Vu l'arrêté n° 102/INT-APA du 21 septembre 1971 réorganisant la Commission nationale de contrôle des films cinématographiques ;

ARRETE :

Article premier — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 20/MID du 13 février 1995 portant création et composition d'une commission de contrôle des films cinématographiques.

Art. 2 — Il est créé une Commission chargée :

- de contrôler les films cinématographiques, audio-visuels et cassettes
- d'examiner les livrets - scénario - affiches et programmes.

Art. 3 — Cette commission est ainsi composée :

I - PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- Un représentant du service des archives et de la documentation

II - PRIMATURE

- Un représentant de la Primature

III - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

- Un représentant du cabinet
- Un représentant du service chargé des Affaires politiques
- Un représentant du Secrétariat d'Etat chargé de la Sécurité
- Un représentant de la Police nationale
- Un représentant de la Mairie (Conseiller municipal)

IV - MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

- Un représentant de l'Etat Major
- Un représentant de la gendarmerie

V - AUTRES MINISTERES

- Un représentant du ministère de la Justice (Parquet)
- Un représentant du ministère des Affaires sociales (Direction Protection et Promotion de la Famille)
- Un représentant du Ministère de la Communication et de la Culture
- Un représentant du ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (Commission nationale UNESCO)
- Un représentant du ministère de l'Economie et des Finances (Douanes)

VI - CONFESSIONS RELIGIEUSES

- Un représentant de l'Eglise catholique
- Un représentant de l'Eglise évangélique
- Un représentant de l'Union musulmane du Togo.

Art. 4 — La Présidence de cette Commission est assurée par le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation.

Art. 5 — La commission émet son avis dans les conditions fixées aux articles 3, 4 et 5 du décret du 13 mai 1935 et l'article 1^{er} du décret n° 59-87 du 21 mai 1959.

Art. 6 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 22 mai 1995

Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation

Kodjo SAGBO

Liste nominative des membres de la commission de contrôle de films cinématographiques

I - PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- M. BOTCHO Aklesso

II - PRIMATURE

- VIDZRAKOU Koffi Afeleté

III - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

- M. AKUETHEY Kpakpo Mawuko (cabinet)
- M. AMOUDJI Kokou (A.P.A.)
- M. NEGBLE Kossi L. (S.E.S.)
- M. KATANGA Makiliwoe (S.N.T.)
- M. NOUDJO Gninèvi (Mairie)

IV - MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

- Colonel DOUTI Mama (Etat-Major)
- Sous-Lieutenant AMANA Kodjo (Gendarmerie)

V - AUTRES MINISTERES

- M. GANDI Mériga (Ministère de la Justice)
- Mme AHO Suzanne (METFPA)
- M. d'ALMEIDA Ayicoe-Ghan (Communication et Culture)
- M. SIMONS de FANTI Komlan (MENRS)
- M. AWIKODO Tomdja (Direction Générale Douanes)

VI - CONFESSIONS RELIGIEUSES

- Rév. Sœur JOHNSON G. (Eglise catholique)
- M. KPEGBA Kodjo (Eglise évangélique)
- M. MEMOKOH Miziman (Union musulmane du Togo).

Remise à disposition

Arrêté n° 84/MID du 23/5/94 — Conformément aux dispositions des arrêtés n°s 100/MATS-DGPN du 25 mai 1994 et 136/MID-DGPN du 22 août 1994 et les complétant, M. AMEDIN Tonato Gabiam, n° mle 004495-R, fonctionnaire de Police, rayé de ce cadre et intégré à celui de l'administration générale, est remis à la disposition du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation pour son corps d'origine.

La situation de l'intéressé est reprise de la façon suivante :

Nom et Prénoms	Situa. à l'Adm. Gale	Situa. à la Police
AMEDIN Tonato Gabiam	Secrétaire d'administration de 2 ^e cl. 4 ^e éch. (ind. 1050) au 19-12-90	O.P. de 2 ^e cl. 4 ^e éch. (ind. 1050) au 19-12-90.

L'intéressé est élevé au grade d'officier de Police de 1^{re} classe 1^{er} échelon (ind. 1475) au 19-12-92. Il est élevé au 2^e échelon de son grade (ind. 1575) au 19-12-94.

Titularisation

Arrêté n° 86/MID du 31/5/95 — Conformément aux dispositions du P.V. n° 2501/MATS-CAB-BEL des travaux de la Commission Paritaire, les Gardiens de la Paix stagiaires : MM. DJESSOU Ayao n° mle 037381-P et FOLLY Dosseh, n° mle 038215-R, recalés pour une période de deux (02) ans sont titularisés dans le corps des gradés et gardiens de la Paix pour compter du 1^{er} avril 1994.

Ils conservent une ancienneté d'un an (1 an).

Les intéressés peuvent prétendre à compter de cette date à tous les avantages afférents au corps auquel ils appartiennent.

Ils sont élevés au grade de gardiens de la Paix de 1^{er} échelon (ind. 350) pour compter du 1^{er} avril 1994.

Le directeur général de la Police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet au point de vue de la solde à compter du 1^{er} avril 1994.

Arrêté n° 87/MID du 31/5/95 — L'élève gardien de la Paix HAZOU Abalo, n° 039461-X est reclassé gardien de la Paix stagiaire (indice 325) pour compter du 1^{er} octobre 1991, faisant suite aux dispositions de l'arrêté n° 97/MATS-DGPN du 24 juillet 1992 visé ci-dessus.

Il est titularisé dans son corps pour compter du 1^{er} avril 1992 et conserve une ancienneté d'un an.

Il peut prétendre à partir de cette date à tous les avantages afférents à son corps.

Il est élevé au grade de gardien de la Paix de 1^{er} échelon (ind. 350) pour compter du 1^{er} avril 1992 (ac 1 an).

Il est élevé au grade de gardien de la Paix de 2^e échelon (ind. 390) pour compter du 1^{er} avril 1993.

Le directeur général de la Police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet du point de vue de la solde pour compter du 1^{er} octobre 1991.

ARRETE N° 95-015/MID/SES du 31 mai 1995 portant modalités d'application du décret portant attributions et organisation du Secrétariat d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, chargé de la Sécurité.

LE SECRETAIRE D'ETAT,

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 94-076/PR portant attributions et organisation du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation ;

Vu le décret n° 94-070/PR du 12 octobre 1994 portant attributions et organisation du Secrétariat d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, chargé de la Sécurité, notamment son article 8 ;

ARRETE :

Article premier — Le cabinet du Secrétaire d'Etat auprès du

ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, chargé de la Sécurité comprend :

- le chef de cabinet ;
- l'attaché de cabinet ;
- les conseillers techniques ;
- la cellule de renseignements ;
- le secrétariat particulier ;
- la direction générale de la police nationale ;
- le corps des gardiens de préfecture ;
- le corps des sapeurs-pompiers ;
- le laboratoire national de la police scientifique.

Art. 2 — Le chef de cabinet est le collaborateur immédiat du Secrétaire d'Etat ; il est placé sous son autorité directe et reçoit de lui des instructions et veille à leur exécution. A ce titre :

- il supervise les activités des services du secrétariat d'Etat et procède à la répartition des tâches collectives et individuelles aux fonctionnaires relevant de son autorité ;
- il anime le bureau de coordination et des liaisons ;
- il veille à l'acheminement normal et rapide de toute correspondance ;
- il centralise les analyses et synthèses à soumettre à la décision du Secrétaire d'Etat ;
- il peut être chargé de toute mission ou travail particulier que le Secrétaire d'Etat estime devoir lui confier ;
- il peut recevoir dans certains domaines, délégation de signature du Secrétaire d'Etat.

Art. 3 — L'attaché de cabinet seconde le chef de cabinet dans ses fonctions et reçoit de lui des instructions.

Il peut par ailleurs être chargé de tout travail ou mission que le Secrétaire d'Etat ou le chef de cabinet estime devoir lui confier.

Art. 4 — Les conseillers techniques apportent leurs avis et propositions sur les affaires qui leur sont confiées en raison de leur compétence.

Ils sont par ailleurs habilités à transmettre les directives du Secrétaire d'Etat aux responsables des services et veiller à leur bonne exécution. Le Secrétaire d'Etat peut également leur attribuer l'étude et le suivi de certains dossiers impliquant d'autres départements ministériels.

Ils sont enfin chargés des missions que le Secrétaire d'Etat veut bien leur confier.

Art. 5 — La cellule de renseignements est placée sous la responsabilité d'un commissaire ou d'un officier de Police.

Elle est chargée de rassembler toutes les informations et de mener des enquêtes sur toutes les affaires que lui confie le Secrétaire d'Etat et rend compte à ce dernier.

Art. 6 — Le secrétariat particulier est placé sous la responsabilité d'un chef de secrétariat chargé de coordonner les activités du secrétariat particulier. A ce titre, il est chargé notamment :

- de recevoir le courrier privé du Secrétaire d'Etat ;
- de recevoir et d'enregistrer à l'arrivée et au départ le courrier confidentiel qu'il soumet à la lecture du chef de cabinet.
- Il fait transmettre aux services extérieurs du Secrétariat d'Etat le courrier confidentiel qui leur est destiné.

Art. 7 — L'organisation et le fonctionnement de la Direction générale de la Police nationale, du Corps des Sapeurs-Pompiers, du Corps des Gardiens de Préfecture et du Laboratoire national de la Police scientifique sont fixés par décret.

Art. 8 — Les autres services du cabinet du Secrétariat d'Etat sont les suivants :

- le secrétariat ;
- le service de la documentation et des archives ;
- le service de gestion des équipements et des services ;
- le service des relations extérieures ;
- le bureau de coordination et de liaisons.

Art. 9 — Le bureau du Secrétariat et du courrier est placé sous la responsabilité d'un chef de secrétariat. Il est chargé notamment :

- de l'enregistrement à l'arrivée et au départ du courrier ordinaire ;
- de son expédition ou de la transmission aux destinataires de tout document non confidentiel émanant du Secrétariat d'Etat.

Art. 10 — Le service de la documentation et des archives assure le classement et la conservation des archives du Secrétariat d'Etat.

Le chef du service de la documentation est placé sous la responsabilité d'un chef de service.

Art. 11 — Le service des relations extérieures est chargé de suivre pour le compte du cabinet, les affaires relatives à la sécurité aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire national. A ce titre, il est en étroite collaboration avec le service interpol de la Direction générale de la Police nationale.

Le responsable de ce service doit régulièrement rendre compte au Secrétaire d'Etat, le cas échéant, à son chef de cabinet.

Art. 12 — Le bureau de coordination dirigé par un Commissaire de Police ou un Officier des FAT est animé par le chef de cabinet.

Il est composé de représentants des différents corps chargés du maintien de l'ordre et de la sécurité.

Il recherche les informations au niveau de ces différents corps et étudie les stratégies pour la résolution d'un problème ponctuel.

Art. 13 — Le présent arrêté sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 31 Mai 1995

Colonel Séyi MEMENE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

ARRETE N° 058/MEF/AD/DG du 17 mai 1995 portant création de la vignette d'importation temporaire de véhicules ou laissez-passer

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la loi n° 66-22 du 23 décembre 1966 portant Code des Douanes ;

Vu le décret n° 94-035/PR du 25 mai 1994 portant composition du Gouvernement ;

Sur le rapport du Directeur général des Douanes ;

ARRETE :

Article premier — Tout véhicule à immatriculation étrangère entrant sur le territoire togolais doit se munir d'un laissez-passer.

Art. 2 — La délivrance du laissez-passer donne lieu au paiement d'une taxe perçue sous forme de vignette par l'Administration des Douanes au profit du Budget général.

Art. 3 — Cette taxe est perçue dans les conditions suivantes :

a) — Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles de transport des personnes : cinq mille (5 000) francs CFA pour un séjour de trente (30) jours.

b) — Véhicules automobiles de transport des marchandises : cinq mille (5 000) francs CFA pour un séjour de trois (03) jours.

Art. 4 — Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 5 — Le Directeur Général des Douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 17 Mai 1995

Le ministre de l'Economie et des Finances

E. K. DADZIE

Arrêté n° 61/MEF/DA du 22-5-95 — L'agrément pour intervenir à l'occasion des sinistres donnant lieu à garantie des entreprises d'assurances soumises au contrôle de l'Etat est accordé à M. Simdoro ATCHOLE, BP 20588 - LOME-Cité pour lui permettre d'effectuer des opérations :

- 1 - d'expertise automobile
- 2 - d'expertise industrielle.

Le Directeur des Assurances est chargé de l'application du présent arrêté qui prendra effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 62/MEF/DA du 22-5-95 — L'agrément pour intervenir à l'occasion des sinistres ou avaries donnant lieu à garantie des entreprises d'assurances soumises au contrôle de l'Etat est accordé au Bureau Togolais d'Etudes et d'Expertises (BUTODEX-Sarl), sis à Bè-Klikamé, BP 8778 LOME, pour lui permettre d'effectuer les expertises automobile, industrielle et de génie civil.

Le Directeur des Assurances est chargé de l'application du présent arrêté qui prendra effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 491/MEF/DF du 16-5-95 — Il est mis à la disposition du ministre du Développement rural, de l'Environnement et du Tourisme, un crédit d'un montant de TROIS CENT VINGT DEUX MILLE FRANCS (322 000) CFA en vue de lui permettre d'organiser des tournées à l'intérieur du pays dans le cadre du programme d'amélioration des sites touristiques.

La dépense est imputable au budget général, sect. 21, chap. 11; art. 0000, parag. 13 de la gestion 1995.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

Nomination

Arrêté n° 17/MDRET du 26-5-95 — M. HOUYENGAH Missiham-Tchou, ingénieur d'agriculture de classe exception-

nelle n° mle 009392-S est nommé conseiller technique du ministre du Développement rural, de l'Environnement et du Tourisme.

L'intéressé conserve son imputation budgétaire.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Arrêté n° 45/MSP-SN du 19-5-95 — Sont nommés membres du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Régional de Dapaong, les personnes dont les noms suivent :

Présidente : Mme SANKAREDJA Tadampo, Maire de la commune de Dapaong

Membres avec voix délibérative :

M. LARE Wone, Représentant du Président du Conseil de Préfecture

M. BARNABO Yamdago, Membre élu du Conseil de Préfecture

M. BIAOU Yendare, Membre élu du Conseil Municipal
Dr MORGAH Kodjo Samuel, Directeur Régional de la Santé-Savanes

Mme LARE Yawa épouse SOMOKO, Représentante du ministre des Affaires sociales

M. NAHM-TCHOUGLI D. T. Friayi, Directeur Régional du Plan et du Développement des Savanes

M. KOMBATE Léne, Représentant des syndicats
Dr DJOMBA Nossa, Président de la Commission Médicale Consultative

Dr DEGBEY Yawo, Médecin élu par ses pairs

Membres avec voix consultative :

M. AGBATO T. L. Essohana, Directeur du CHR Dapaong

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés pour une période de 3 ans.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Nomination

Arrêté n° 106/MENRS du 29-5-95 — M. ABALO Kokou Yano Litibé Djanyikpo n° mle 031401-B, professeur de 3^e

classe 4^e échelon en service à la Faculté des Sciences (FDS) de l'Université du Bénin, titulaire du Diplôme de Doctor of Philosophy Mathematical Sciences (Ph. D) in Clemson University (South Carolina), est nommé Maître-Assistant délégué pour compter du 27 février 1995.

Exclusion

Décision n° 21/UB/R/CD du 23-5-95 — Pour s'être inscrit frauduleusement à la Faculté de Droit sur la base de fausses déclarations sur sa fiche d'inscription, M. GAMETI Kwami, étudiant en 3^e année à la Faculté de Droit, est exclu définitivement de l'Université du Bénin. Ses résultats de la 1^{re} année et de la 2^e année sont annulés.

Le directeur des Affaires académiques et de la Scolarité et le Doyen de la Faculté de Droit sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application de cette décision.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

Nomination

Arrêté n° 471/METFP-AS du 16/5/95 — Est rapporté en ce qui concerne Mme WOMENOR Akossiwa Kafui, l'arrêté n° 0002/METFP du 06 janvier 1995 portant nomination.

Mme WOMENOR Akossiwa Kafui, épouse AKAKPO-MAXWELL, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré, et du diplôme de médecin spécialiste en pédiatrie et hygiène infantile, est nommée dans le cadre du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin pédiatre de 2^e échelon stagiaire (cat. A1 — indice 1450) et mise à la disposition du ministre de la Santé, de la Population et de la Solidarité nationale (budget autonome du CHU Tokoin).

Une bonification d'un échelon lui est accordée pour son diplôme d'études spéciales en pédiatrie et hygiène infantile (indice 1600).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 484/METFP-AS du 16/5/95 — M. AGNIKON Simtoloué, n° mle 016441-K, employé de bureau permanent hors catégorie, titulaire du diplôme de capacité en droit de l'Université du Bénin (option : droit social) session de septembre 1991 et qui a réuni trois (3) ans d'ancienneté dans l'administration est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (cat. B — ind 750) à compter du 1^{er} octobre 1994 et mis à la disposition du ministre du Commerce, des Prix et des Transports (section 33, chapitre 11 du budget général).

Arrêté 485/METFP-AS du 16/5/95 — M. HOUNGBO Kossivi Ibounou, n° mle 037995-D, employé de bureau permanent hors catégorie, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (BAC 2 - série A4) et qui a réuni trois (3) ans d'ancienneté dans l'administration générale du 3 mai 1991 au 3 mai 1994 inclus, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 3 mai 1994 et conserve son affectation actuelle (section 7, chapitre 25 du budget général).

L'intéressé dont le salaire est supérieur au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative, conserve à titre personnel le bénéfice de ce salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 491/METFP-AS du 16/5/95 — M. AGOBO H. Essozimna n° mle 036018-C agent permanent 5^e catégorie échelle D, titulaire du Brevet d'Etudes du Premier Cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration générale du 2 novembre 1989 au 2 novembre 1994, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 02 novembre 1994 et conserve son affectation actuelle (section 09, chapitre 25 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 494/METFP-AS du 23/5/95 — M. OTOTE Adjambo n° mle 036017-T, employé de bureau permanent 5^e catégorie échelle C, titulaire du Brevet d'Etudes du Premier Cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq (5) ans d'ancienneté dans l'administration générale du 2 décembre 1989 au 2 décembre 1994, est nommé dans le cadre interministériel

des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 2 décembre 1994 et conserve son affectation actuelle (section 09, chapitre 25 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 2 décembre 1994.

Arrêté n° 496//METFP-AS du 23/5/95 — Les candidats ci-après désignés, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (section 27, chapitre 21 du budget général) :

Professeurs de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires
(cat. A1 — ind 1300)

- FONGOU Konlani Latte : maîtrise es-lettres (option : philosophie)
- AGBOTO YAOVI Anakpa : maîtrise de sciences naturelles.
- LADZRO Yawo Tosénédzi : licence + maîtrise es-lettres (option : sociologie)
- AKPLA Kojo Djodji : Bac II série B + maîtrise es-lettres (option : littérature africaine)
- KAZI Haloutcherew : maîtrise es-sciences économiques (option : gestion)
- AGOUDA Abélika : licence + maîtrise es-lettres (option : histoire)
- DOUKOUA Yandah Togamba Kossi : licence + maîtrise es-sciences naturelles (option : sciences de la vie)
- DOURMA Bandaho : Bac II série D + licence + maîtrise es-lettres (option : géographie)
- PELEI Sagnadi Macaire : maîtrise es-sciences économiques (option : gestion)
- LAWSON Mady Laté Dankou : maîtrise es-lettres (option : géographie)
- WADJA Balawine : maîtrise es-lettres (option : histoire africaine)
- AMEGAKPO Kokutsè Agbenyo : Bac II + licence + maîtrise es-lettres (option : sociologie)

Professeurs des CEG 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires
(cat. A2 — ind 1100)

- SAMARO Manguiliwè : licence es-lettres (option : géographie)
- LAGAZA Bagoé : licence es-lettres (option : anglais)
- ADJENDE Akaa : licence es-lettres de l'Education (option anglais)
- ATAYI Ayélé Ahoéfa : licence es-lettres (option : géographie)
- ISSAKA Aboulakar : licence es-lettres (option : anglais)

- AMAVI Patatu Ayayi : Certificat de Fin d'Etudes Normales Supérieures (CFENS) (option : français)
- MENSAH Koffi Elom Nunyanéva : Certificat de Fin d'Etudes Normales (CFEN) (option : mathématiques)
- ALAYE Bignassani : Bac D + CFEN (option : biologie physique)
- KOUBI Arhom : Certificat de Fin d'Etudes Normales supérieures (option : français)
- MAZNA Mapissewé Boyodi : Certificat de Fin d'Etudes Normales Supérieures (option : biologie)
- WOAMI Konou Séna Akuvi Mana : Certificat de Fin d'Etudes Supérieures (option : français + éwé) + Bac D
- LAWOE Komla Agbéko : Certificat de Fin d'Etudes Normales Supérieures (option : français)
- TAKOBANA Padameli : Certificat de Fin d'Etudes Normales Supérieures (CFENS) (option : français)
- FOLLY Kodjo Attitcho : Bac D + CFENS (option : physique-chimie)
- DJAMONE Kontinamé : Bac D + licence ès-lettres (option : anglais)
- BANNA Tchatchibara : Bac D + Licence ès-lettres (option : anglais)
- MIKEM Koété Mawulé : Licence ès-lettres (option : anglais)
- GADO Tchamolla : licence ès-lettres (option : anglais)
- ADJOUA Agate : Certificat de Fin d'Etudes Normales Supérieures (CFENS) (option : anglais)
- KUEVI Solagnon Ayi : Bac A + licence ès-lettres (option : anglais)
- TSAKPO Akuvi Wolanyo : Licence ès-lettres (option : anglais)
- KORIKO Agoro : Bac A4 + licence ès-lettres (option : anglais)
- DIKENI Kpandja : licence ès-lettres (option : anglais)
- MOLLEY Komlan : Licence ès-lettres (option : anglais)
- SOLEVO Kossi : licence ès-lettres (option : anglais)
- DOVLO Komla : licence ès-lettres (option : anglais)
- SALASSI Djobo : licence ès-lettres (option : géographie)
- BATCHOUDI Koffi : Bac A + CFENS (option : français)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de l'ancienneté à compter de la date de prise de service des intéressés et au point de vue de la solde à compter du 1^{er} janvier 1995.

Arrêté n° 497/METFPAS du 23/5/95 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du Brevet d'Etudes du Premier Cycle du second degré (BEPC) sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (cat C — ind. 550) et mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général) :

- SEWA Agnéle Avougla
- MAWOUEGNA Yawo
- ASSOGBA Yovo
- ABOLO Komlavi Dzinyefa
- TREYI Kossi Ayaduvé
- SAGBADJELOU Kokou
- KANSI Gnagblondjo
- DEGBE Kawassi Gbévé
- KAGNIGA Gnakou
- ATTIDOKPO Yawo
- AKOUETE Kodjo
- TENGUE Kouami
- BOULIYA Kérim
- AGATE Tchamdja
- ADOM Batchassi
- KUGBLENOU Kodzo
- NOUMEGNA Komi Evignon
- NYONNOVI Komi
- ALOUKA Nèkè Kwakou
- EVEGNO Koffi Edoh
- GBEMOU Atsou
- SOKPE Agbéko
- SOFIDE Kwami
- BONNAH Anima
- KUGBEADZO Kossi Ananivi
- AYETO Komivi
- EKOUEVI Yao Ifualese
- OZIH Kodzo Elemawussi
- SEMALON Koffi
- AMENNOVI Yao
- DANZOUHOIN Atsu
- KANKOE Amoussou
- KOUEVI Akouète
- KOUMAH Kodjo Agbésinyalé
- KPATONOU Kokouvi Ekoegan
- AFASSINOU Komlan
- DONGO Naka Ngi
- AMOUGNOM Patèmanao Yao
- LAMBONI Koussah
- ANANI Koku
- TCHANAKOU Yawo Essohanam
- KAMALA Taroussié Abèmandasso
- KPIKI Kossi
- ADZO Koffi Nyameko
- SOMABE Tsomado
- KOTCHE Ayao
- KARIKA Komlan Agnoundji Assehanam
- DAWONOU Koffi
- EDJINDA Komla Agbelenko
- MESAH Koffi Elémawussi
- ADLI Hodabalo
- AKPAI Akoutéma
- AGBLEVON Kossi
- ABLOMETI Kodjo
- DOUTI Namegore
- APPETI Komlan
- KAKADOH Kodjo Towia
- ADZAKPASSOU Kokou
- YOVO Kokou

Le présent arrêté prend effet au point de vue de l'ancienneté à compter de la date de prise de service des intéressés et au point de vue de la solde à compter du 1^{er} janvier 1995.

Arrêté n° 498/METFPAS du 23/5/95 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du Brevet d'Etudes du Premier Cycle du second degré (BEPC) sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (cat C — ind. 550) et mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général)

MM.

- DAVUI Yao Mawuli
- GUEZO-GNABLONDJO Kossi

- AGBODEKA Essi Dodo Elom
- EGBEKOU Atchou Edjinam
- KASSE Koffi Toffa
- LISSY Anani
- SESSI Yawo
- DONI Komlan
- LAKOUSSAN Folivi Kossi
- TENOU Kossi Agbéwonou
- SINANDJA DANTARE Adamou
- GADJE Koudjo
- KPANADJA Aza-Kossi
- MEWEZINO Abi
- YAO Assiki Kpalo
- FOMENOU Komlaavi
- DOM'SO Djimessa
- ZINSOU Agbota Gbe^nadé
- KPOGLI omi
- AYEWOZANNA Comlan
- GBOLOGANN Yawo
- KOMBATE Boudka
- AKUTSA Agbekomefa Zoblewu
- AGBAN Komi Kugbénovi
- AGOUDA Pohognaki
- NOUWADE Kokou Koutoglo
- OBEDZOU Kodzovi
- KOKOU Iwon
- BOUTCHOU Lakougnon-Kassi
- MAWUSI Kofi Sabram
- SEDZRO Dossè
- ASSIOGBO Gnaglongdjo Kodjovi
- KPEPE Koffi Sénamè
- MATREVI Dogboè
- GBOMITA Koffi
- AHLIGO Kwami Azé
- AMETOME Yawo Dodji
- AKPOVI Kokou
- ABIDI Kokou Agbatevi
- SOBA Zato Menveinyou
- DAVUI Mensa Mawuko
- ADJÀBE Anani
- AFOKPODJI Atsou Kokou
- ABBEY Mathey Koumassikpon
- BOBI Wolété
- DJOGOUE Affoh Koulèkev
- LOUAWABE Kolani Lamboni
- SAKPANE Djenli
- N'DJELLE Adjoa
- KANKARAFU Chiéka
- NABARA Nafara
- TCHIMENOU Koudjo Evenyo
- ADEDEJE Kpakpovi Komlan
- KEZIER Kossi Kouma
- DONKOR Egbélè Kokou Adzafanyo
- NEGUE-AFANUEKE Kodjo
- ZEBEYOVO Mawulété

- TAKO Toi
- KOMBATE Datiè Damivi
- AWLUI Yao Djangobi
- SOSSOU Anani
- KETEVH Hova
- ATSOU Kpossi Adanlessossi
- TCHALOU Kpatcha Ebeyo
- ADJOGBLE Kokou Bloukou
- BOURIBODANA Koutèma
- EPOU-TOGBE Kokouda
- TANTANA Kokou
- TCHABLI Niman

Le présent arrêté prend effet au point de vue de l'ancienneté à compter de la date de prise de service des intéressés et au point de vue de la solde à compter du 1^{er} janvier 1995

Arrêté n° 499/METFPAS du 23/5/95 — Les candidats ci-après désignés sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (section 27, chapitre 21 du budget général).

**Professeurs de CEG de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire
(catégorie A2-indice 1100)**

- MONDO Yandja (licence, option : philosophie et sciences sociales)
- MOUZOU Abalo (Bac D + CFENS : biologie)
- KPASSAGOU Sambara Ehéén (licence es-lettres, option : anglais)
- GUEDE Anani (CFENS sciences option : biologie)
- ABLE Komlan Tchaégoulou (diplôme d'études universitaires générales option : anglais-Français)
- ASSI Tchokodo Ankou (BEPC + Bac A4 + licence es-lettres)
- SOÏTIM Fokénam (licence es-lettres, option : géographie)
- LARE Kankpénague (licence es-lettres, option histoire)
- KPANGBAN Eglou (licence es-lettres, option : anglais)
- AGAO idrissou (licence es-lettres, option : géographie)
- WADAO Tchou (licence es-lettres, option : géographie)
- GAMADO Kodzo (licence es-lettres option : anglais)
- AHOMEKOU Komla Enyonam (licence es-lettres option : anglais)
- ALI-DJATO Bawanam (licence es-lettres, option géographie)
- TCHONDA Akézou (licence es-lettres, option géographie)
- PAPOUTI Louloutèma (licence es-lettres option lettres modernes)
- TAGUEMNA Koffi M'guè (licence es-lettres, option : lettres modernes)
- BARAMNA-BOUKPESSI Togssim (licence es-lettres, option : anglais)

- DEDZI Komi Mawulalon (CFENS sciences, option : physique-chimie)
- TAKPA Baléna (CFENS-ENS sciences, option : biologie)
- DALIVO Yawo Egbini (CFEN sciences, option : physique-chimie + Bac D)
- TOYA Bayikéma (CFENS lettres option : histo-géo + Bac A 4)
- SOGA Gottara Bétoma (Bac D + CFENS sciences, option biologie-physique)
- AWOULOU Bawimoton (CFENS sciences, option biologie)
- TALAMBOU Atongnata (CFEN-ENS lettres, option : français)
- DJIGBA Bigana-Essoh (licence ès-lettres, option : anglais)
- OURO BANG'NA Tcha-Nawo (licence ès-lettres, option : anglais)
- KONDA-SIO Patakoum (CFEN-ENS option : lettres français-Kakyè)
- NYUIADZI Kokou Agbenoxevi Bac C + DEUG option : sciences mathématiques
- ANADJA Akawilou Bawubadi (licence ès-lettres option : géographie)
- DEKPAHOMA Mikahihama (Bac A4 + CFENS lettres option : français)

GUEZERE Naim Traoré (BEPC, CFEN-ENS option : biologie - physique)

- AGBELEKPO Dagan Akouélé (Bac A4 CFEN-ENS option : histo-géo)
- BARAGOU Babalmana (Bac A4, CFEN-ENS option : français-histo-géo)
- AMESSEPE Selom Agbesi (CFEN-ENS option : biologie physique)
- ADONTCHUI Kossi (CFEN-ENS option : Maths-physiques)
- AGBA Kouma Aklesso (Bac D, CFEN-ENS option : Maths)
- AFAN Sodokpo Mèdebo Enyonam (Attestation de CFEN-ENS, option : anglais)
- TCHATCHIBARA Adjélé (CFEN-ENS option : histo-géo)
- LELOUA Komi (Bac, CFEN, ENS option : bio-physique)
- SOSSOU Akpovi Djaikpon (CFEN-ENS, option : français)
- KPAROU Laki (Bac A4, CFEN-ENS option : histo-géo-français)
- MISSOH Apéléte Komlan (Bac D, CFEN-ENS option : biologie (physique-chimie))
- NEDON Iroufai (Bac D, CFEN-ENS option : biologie (physique-chimie))
- BAKAR Kossi (Bac D, CFEN-ENS option : biologie-physique)
- AKATAVI Koffi (Bac D, CFEN-ENS option : biologie-physique)
- SATSI Anani (Bac D, CFEN-ENS option : physique-chimie)
- GLELE Kossi Kpogla Dodji (certificat C2 option : histoire)

- BIDEMA Toyi (Bac A4, attestation CFEN-ENS option : histo-géo)
- KARIN Kodjo Awèssou (licence d'études françaises)
- POUWI Kossi Ladou-Itoki (Bac A4, CFENS : option-histo-géo)

**Professeurs de CEG de 3^e classe 1^{er} échelon
(catégorie A2-indice 1100)**

- ASSOGBAVI Koffi Wékéléssou (CFEN-ENS lettres, option : histo-géo-français + CAP - CEG, série examen)
- SAKA Kossi (Bac A4, CFEN-ENS-lettres, option : Kabyè français + CAP-CEG (série examen))
- KENAO-TODOM N'na (Bac D + CFEN-ENS Sciences option : math-physique + CAP-CEG, série examen)
- KUEVIDJEN Akuélé (CFEN-ENS sciences option : biologie + CAP-CEG série examen)
- DOUDJAB Naldjome (Bac D + CFEN-ENS sciences, option : bio-physique + CAP-CEG série examen)
- BADJAMANA Yaovi Bawayna (Bac D + CFEN-ENS lettres, option : français-anglais + CAP-CEG, série examen)
- MEBA Tawélessi (CFEN-ENS-sciences option : biologie + CAP-CEG série examen)
- KPOGO Kodjotse Agbessi (Bac D + diplôme de INSE + CAP-CEG série examen)
- FELI Kwame Fayosewo (CFEN-ENS-lettres option : histo-géo + CAP-CEG série examen)

**Instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires
(catégorie B — indice 750)**

- LAMBONI Matiyendou (Bac F 3)
- LARE Tchanchane (diplôme supérieur d'études françaises modernes)

**Instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon
(catégorie C — indice 550)**

- NYAKPO Kwami (CEAP option : anglais).

Le président arrêté prend effet au point de vue de l'ancienneté à compter de la date de prise de service des intéressés et au point de vue de la solde à compter du 1^{er} janvier 1995.

Arrêté n° 500/METFP-AS du 23/5/95 — Les candidats ci-après désignés sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (section 27, chapitre 28 du budget général).

**Professeur d'enseignement général de 3^e classe 2^e échelon
stagiaire (catégorie A1 — indice 1450)**

- ATSOU Mawussé Kodjo (maîtrise ès-lettres option : Allemand + doctorat de troisième cycle ès-lettres)

Professeurs d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie A1 — indice 1300)

- ABOTSI Hevi Kodzovi (maîtrise ès-lettres option : sociologie)
- ADJEVI Kossi (maîtrise ès-sciences option : physique-chimie)
- AZANLEDJI Djinyéfan (maîtrise ès-lettres option : allemand)
- KEZIE Kémécabalo M'Babanawa (maîtrise ès-lettres option lettres modernes)
- TCHALARE Lawéni Gnina (maîtrise es-lettres option : histoire)
- BATAMA Bobokna (maîtrise ès-lettres option : lettres modernes)
- SEKOU Kadjangabalo (licence ès-lettres option : lettres modernes + maîtrise ès-lettres option : lettres modernes)
- NOUSSOUGLO Séwonou Kodjo (Bac A 4 + licence ès-lettres option : philosophie) + maîtrise ès-lettres.
- SABLASSOU Komlan (licence + maîtrise ès-sciences naturelles option : sciences de la vie).
- IFANBI Ayédé Akômôla (maîtrise en biologie)
- IDOH Yao Mawusi (attestation du diplôme de maîtrise ès-sciences option : sciences naturelles)
- DAMPATY Doman (maîtrise ès-lettres option : philosophie)
- BANDJIAK Kouakou (maîtrise ès-sciences, option : sciences naturelles : sciences de la terre)
- BIYAO Kokou Essohanam (maîtrise ès-sciences, sciences naturelles option : sciences de la vie)
- SOOU Kossi (maîtrise ès-lettres, option : histoire)
- DOSSE Afandina (maîtrise ès-lettres, option : histoire)
- N'ZONOU Azéi Palabimmé (maîtrise ès-sciences naturelles option : sciences de la vie)
- KPANOUGOU Minsaane (maîtrise ès-lettres option : philosophie)
- d'ALMEIDA Anani Evelia (licence ès-lettres option : lettres modernes + maîtrise ès-lettres option : lettres modernes)
- DJABAKATIE Déyadé (licence ès-lettres de l'éducation + maîtrise ès-lettres : option : philosophie)
- TCHANDAOU Kokou Lakgnon (maîtrise ès-sciences naturelles option : science de la vie)
- WILSON Kpoti Kafui (maîtrise ès-lettres option : sociologie)
- EKPE Kokou Edem (maîtrise ès-lettres option : histoire)
- ANATE Aklesso (maîtrise ès-sciences naturelles option : sciences de la vie)

Professeurs des CEG de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (cat. A2 — indice 1100)

- HELUTSE Komi Mawusi (licence ès-lettres option : anglais)
- ATSU Yao Dodzi (licence ès-lettres, option : allemand)
- KOGBE Kosi agbéko (licence ès-lettres option : anglais)
- AMEKUDZI Atafoly (licence ès-lettres option : géographie)
- DOUTI Damégal (licence ès-lettres option : lettres modernes)
- ALODZISSODE Yaovi Dzimédo (licence ès-lettres option : géographie tropicale et histoire)
- SENAH Yaovi Mensah (CFENS-ENS option : français)
- PASSAH Kossi Aményo (CFENS-ENS, option : Maths)
- GNANSAH Aklesso (licence ès-lettres option : allemand)
- AGBO Koudjo (licence ès-lettres option : histoire)
- KOULOBA Katéma (CFENS-ENS, option : maths)
- MASSAFOU Atchoufe (licence ès-lettres, option philosophie)
- SEGLA Akossiavivi Mana Délali (licence ès-lettres, option : géographie)
- ASSOUAN Kossi Assongba (Attestation de diplôme de licence option : lettres modernes)
- Tchassi Tchopéta (licence ès-lettres option : histoire)
- Gumedzoe Tali Kossi Sitsofe (licence ès-lettres option : philosophie)
- AKPEMODE Komi Seyenam (licence ès-lettres option : lettres modernes)
- Kounougnan Dotoha Amévi (licence ès-lettres option : lettres modernes)
- AKAKPO Yawavi (licence ès-lettres option : lettres philosophie)
- ABALLOVI Ekoué (CFENS-ENS option Français + diplôme de licence ès-lettres)
- MAGLO Yao Anani Agbenya (licence ès-lettres option : philosophie et sciences sociales)
- TCHATAKOURA Tchangnaou (licence ès-lettres : option : lettres modernes)
- HADOUPEYI Bidiyabalo (licence ès-lettres option : allemand)
- SAMTOU Médendi Délali Esi (licence ès-lettres option : histoire)
- DIWANTA Singbao Djorga (licence ès-lettres option : anglais)
- EYESSI Egbenyimon (licence ès-lettres option : philosophie et sciences sociales appliquées)
- LENDOGA Midiaba (licence ès-lettres option : allemand)
- AKATOR Abra (licence ès-sciences naturelles)
- NAPO Kossiwa (licence ès-sciences naturelles)
- LARE Yendouban (licence ès-sciences naturelles)
- DOUTI Gbanyobjoa Kougbete (licence ès-lettres option : lettres modernes)
- NANAKAN Kokou (Bac A 4 + licence ès-lettres option : anglais)
- GBEMAPOU Kofi Séwa (licence ès-lettres option : histoire)

- AMANA Pidipatcha (certificat de fin d'études normales option : Kabyè-français)
- AVONYO Komla Azameti (licence ès-lettres option : histoire)
- ADEDJE Kwami Ayité (licence ès-lettres option : anglais)
- WOBLO Kofi Denyo (licence ès-lettres option : histoire)
- BACKUSSOW Essohouna (licence ès-lettres option : anglais)
- DJIKPO Kossi Mawuli (licence ès-lettres option : anglais)
- GBODJO Komi Kouma (licence ès-lettres option : géographie)
- AYISSOU Kwao Comi (licence ès-lettres option : anglais)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de l'ancienneté à compter de la date de prise de service des intéressés et au point de vue de la solde à compter du 1^{er} janvier 1995.

Arrêté n° 501/METFPAS du 23/5/95 — Les candidats ci-après désignés, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (section 27, chapitre 20 budget général).

Instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. B - indice 750)

- KOMLA Nator Dodji (Bac série B)
- HOUETOGRON Kossi (Bac série D)

Instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (cat. C - indice 550)

- KONDO Yao Edotchou (BEPC)
- EKOUE Ayéboua (BEPC)
- ADAYI Komla Mawunyo (BEPC)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de l'ancienneté à compter de la date de prise de service des intéressés et au point de vue de la solde à compter du 1^{er} janvier 1995.

Arrêté n° 502/METFPAS du 24/5/95 — M. ALI-KPOHOU Pahani Akizou, n° m/c 039982-R, employé de bureau permanent 5^e catégorie échelle D, titulaire du Brevet d'Etudes du Premier Cycle du Second Degré (BEPC) session de juin 1982, et qui a réuni cinq (5) ans d'ancienneté dans l'administration générale, du 2 novembre 1989 au 2 novembre 1994 est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C - indice 550) à compter du 2 novem-

bre 1994 et conserve son affectation actuelle (section 9, chapitre 25 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 503/METFPAS du 24/5/95 — Les candidats ci-après désignés sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle (section 29, chapitre 13 du budget général) :

Professeurs de l'enseignement technique de 3^e classe 2^e échelon stagiaires (cat. A1 - indice 1450)

- TCHAMIE Bindounow : diplôme d'ingénieur de conception thermo-électricien option : installation énergétique pour l'industrie ;
- HAZEMDJJI-NIMTCHE Essofah Abašce : diplôme d'ingénieur mécanicien de conception option : mécanisation agricole ;
- ETEH Tété Hluntoalé : diplôme d'ingénieur de conception informatique - option : organisation de l'informatique de l'économie ;
- SABA Kéyobè : attestation du diplôme d'ingénieur d'Etat en génie électrique ;
- N'GUISSAN Komlan Kossikpien : diplôme d'ingénieur de conception électricien option : commande électrique et automatisation des installations industrielles ;
- TAMEGNON Koffi : diplôme d'ingénieur de conception mécanicien - option : technologie de machinerie, machines à cisailler et outils.

Professeurs de l'enseignement technique de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (cat. A1 - indice 1300)

- ASSIGBLEY Akossiwa Dadavi : Maîtrise ès-sciences économiques - option : gestion
- LAOUDASSI Baguéma Winiga : Maîtrise ès-sciences économiques - option : économie générale
- SETO Komlan Egnonam : Maîtrise ès-sciences économiques - option : économie
- PANA Sabi Méyébinawè : Maîtrise ès-sciences économiques - option : gestion
- AZIAGLO Boèvi : Maîtrise ès-sciences économiques - option : gestion
- ASSOGBAVI Yaovi Essènam : Maîtrise ès-sciences économiques - option : planification de l'économie nationale.

- BOESSI Yaovi Bandjê : maîtrise ès-sciences économiques option : économie.
- GBONOU Moussa Daniel : maîtrise ès-sciences économiques option : relations économiques
- EDORH messan Didy Sisi : maîtrise ès sciences économiques

**Professeurs de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires
(cat. A1 - indice 1300)**

- SANI Aminatou : licence + maîtrise - option : géographie
- ASSIMA Gnoukouya : maîtrise ès-lettres - option : sociologie

**Professeurs des CEG de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires
(cat. A2 - indice 1100 section 27 chapitre 21 du budget général)**

- SEWONOU Kossiwa Sista : licence ès-lettres - option anglais
- ASSIDENOU Kossi Mawuli : licence ès-lettres - option : philosophie et sciences sociales.
- AWUI Kodzo Bahun : licence ès-sciences naturelles
- COZI AGRO-YERIMA Biyaou : licence ès-lettres - option : anglais
- ABINA Kougnonfeidou : licence ès-lettres - option : anglais
- NOMESSI Kossi Elésési : maîtrise C2 - option : philosophie
- KOUFAMA Bissalouwè Piina : CFEN-ENS - option : biologie
- SOULOU Alibi Essohanam : CFEN - option français.

**Professeurs d'enseignement technique de 3^e classe
1^{er} échelon stagiaires (cat. A2 - indice 1100) section 29
chapitre 13 du budget général.**

- AMENOUVOR Koffi : Bac Ti/1, attestation de formation de IPNETP - option : construction métallique.
- AFO Anselme Siméon : BTS - option : génie électronique.
- ALEKI Moussouna : BTS - option : construction bâtiment.
- GUEDZE Kossi Dodziko : Bac F1, attestation de formation de IPNETP

**Professeurs des CEG de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires
(cat. A2 - ind. 1100) section 27 chapitre 21 du budget général.**

- BAYARO Tchao Badibalaki : CFEN-ENS - option biologie
- ADJARO Mata-Eso : CFEN - ENS - option : biologie - physique

**Professeurs d'enseignement technique de 3^e classe
1^{er} échelon stagiaires (cat. B - ind. 750)**

- TOULEASSI Kwadzo Elesetowosi : Brevet de technicien (BT) en mécanique
- DABITORA Tomina : Brevet de technicien (BT) en technique du bois
- TCHALA Bimizi : Brevet de technicien (BT) en mécanique auto
- APELY Yawo Agbélengon : Bac - série Ti/1
- KOSSI Koffi Manfouran : Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) - option menuiserie + BT en bois.
- AGBODJAN-DOSSOU Kofi Nénonéné Ako : Bac - série Ti/1
- AGOUSSE Inoussa Komlan : Bac - série F4
- KUSIAFE Koffi Sénamé : Brevet de technicien (BT) en électricité et électronique d'automobiles

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 1^{er} janvier 1995 et au point de vue de l'ancienneté à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 514/METFPAS du 29/5/95 — M. ETEKPOR Yaovi Koba, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré et du diplôme d'ingénieur de conception ; option : industries chimiques et alimentaires est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (section 29 chapitre 13 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 1^{er} janvier 1995 et au point de vue de l'ancienneté à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 517/METFPAS du 29/5/95 — M. VIAGBO Kognon, n° mle 028220-W, employé de bureau permanent 6^e catégorie échelle A, titulaire de l'attestation du Brevet d'Etudes du Premier Cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq (5) ans d'ancienneté dans l'administration générale, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C - indice 550) à compter du 1^{er} juillet 1994 et reste mis à la disposition du ministre de l'Economie et des Finances (section 07, chapitre 23 du budget général).

L'intéressé dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative, conserve, à titre personnel, le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 553/METFPAS du 31/5/95 — Les candidats ci-après désignés sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (section 27, chapitre 21 du budget général).

**Professeur de CEG de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires
(catégorie A2-indice 1100)**

- Mme DJANGBEDJA Lamto épouse OLADOKOUN
C.F. ENS : sciences option : biologie
- ATAKPA Ani Dzigbondi : Anglais (diplôme)
- BANDJE Affi N'Bouamè C.F.E.N : section E.N.S. lettre
option : histo-géo
- BAMAZE Pialo Papoussihm : CFEN-ENS-Lettres option :
Kabiye-Français
- ATAKPAMEY Amèvi Afouayè : CFEN-ENS-Lettre
Français histo-géo
- BEYARE Tembanam Komi : licence ès-lettre option :
anglais
- PERE KEWEZIMA Essodina Kokou : Bac + licence ès-
lettre option : anglais
- LEBIGAZA Koffi Taba : C.F.E.N.S-ENS option français
- KOUBIRMA Ykassa Banaba : CFENS-ENS sciences
option : biologie physique
- ATAWUIA Komi Megbédzre : C.F.E.N.S-lettres option :
français
- PLESSOU Dossou : C.F.E.N.S-lettres option : français
histo-géo
- SAMBIROU Bambiè : licence ès-lettres : option : anglais
- KUEVIDJIN Kangni : BEPC + Bac + CFENS ENS
option : physique-chimie
- SOMENU Atsu Yinassè : Bac + C.F.E.N.S-lettres option :
histo-géo
- KAFETCHINA Awata : Bac + CFENS-lettres option : fran-
çais
- KONDI Peyenam Mawèpata : CFENS-lettres option : fran-
çais
- PATOKI Kossi Bronh : CFENS-lettres option : histo-géo
- KAYEBA Bakérigah : CFENS-ENS option-physique-chi-
mie
- TCHIKPENDOU Padassouli : CFENS-ENS : option -
français
- BATCHOUDI Kokou : Bac + CFENS-sciences option :
biologie
- GBATI Wunibotiyabé : Bac + CFENS-lettres option : histo-
géo

- AGO Tyobé Essoué : Bac + CFENS-lettres option : histo-
géo
- AMAVI Komlanvi : Bac + CFENS-ENS option : physique
chimie
- ALOUGOUTA Lokila Infaitiga : CFENS-ENS option : bio-
logie
- DZOMEDA Komi Droefé Mawuli : Bac + CFENS-ENS
- QUENAWO Atèwé : Bac + CFENS-ENS lettres option :
français histo-géo
- DJOBO Tcha-Nilé : Bac + CFENS-ENS-lettres option :
histo-géo
- AYEK Kossi Lébéné : CFENS-ENS option physique-chi-
mie
- AWLISHIE Kofi Mawuli Agbéko : Bac + CFENS : lettres
option : français
- ALAYI Essozima : CFEN-ENS-sciences option : biologie
(physique-chimie)
- AGOSSOU Kodjo Hoindji : BEPC + Bac + CFEN-ENS
sciences option : biologie

Le présent arrêté prend effet au point de vue de l'ancienneté à compter de la date de prise de service des intéressés et au point de vue de la solde à compter du 1^{er} janvier 1995.

Arrêté n° 554/METFPAS du 31/5/95 — M. AKAYA Piguendéléwè n° mle 038066-V, employé de bureau permanent hors catégorie, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (Bac 2-série D) et qui a réuni trois (3) ans d'ancienneté dans l'administration générale du 1^{er} janvier 1992 au 1^{er} janvier 1995, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B - indice 750) à compter du 1^{er} janvier 1995 et conserve son affectation actuelle (section 9, chapitre 25 du budget général).

L'intéressé dont le salaire est supérieur au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative conserve à titre personnel le bénéfice de ce salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 555/METFPAS du 31/5/95 — M. AMELETE N'Lakimwé, n° mle 037263-H, employé de bureau permanent hors catégorie titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (Bac 2 série D) et qui a réuni trois (3) ans d'ancienneté dans l'administration générale, du 1^{er} janvier 1992 au 1^{er} janvier 1995 est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B - indice 750) à compter du 1^{er} janvier 1995 et conserve son affectation actuelle (section 9 chapitre 25 du budget général).

L'intéressé dont le salaire est supérieur au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative, conserve à titre personnel le bénéfice de ce salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 556/METFPAS du 31/5/95 — M. TCHENDIE Agaou, n° mle 037172-W, employé de bureau permanent hors catégorie titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (Bac II série A4) et qui a réuni trois (3) ans d'ancienneté dans l'administration générale du 1^{er} janvier 1992 au 1^{er} janvier 1995 est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B - indice 750) à compter du 1^{er} janvier 1995 et conserve son affectation actuelle (section 09 chapitre 25 du budget général).

L'intéressé dont le salaire est supérieur au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative conserve à titre personnel le bénéfice de ce salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Titularisation et avancement automatique d'échelons

Arrêté n° 486/METFPAS du 16/5/95 — M. HOSSIN Kossi, n° mle 037029-F, magistrat de 3^e grade 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 indice 1450), du cadre des fonctionnaires de la magistrature, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 3 juin 1992 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 3^e échelon de son grade (indice 1600) à compter du 3 juin 1993 (AC épuisée).

Arrêté n° 492/METFPAS du 16/5/95 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur grade comme suit et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Professeurs d'enseign. gén. de 3^e classe 2^e échelon (cat. A1 — ind. 1450)

1-3-91 — BIDEMA Bahiou Babala, n° mle 036140-W

Professeurs d'enseign. gén. de 3^e classe 1^{er} échelon (cat. A1 — ind. 1300)

1-3-91 — NAM Minlibe, n° mle 036390-G

Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade dans les conditions suivantes :

BIDEMA Bahiou Babala

1-3-92 — prof. d'enseign. gén. de 3^e cl. 3^e éch. (AC : néant)

1-3-94 — prof. d'enseign. gén. de 3^e cl. 4^e éch. (ind. 1750)

NAM Minlibe

1-3-92 — prof. d'ens. gén. de 3^e cl. 2^e éch. (AC : néant)

1-3-94 — prof. d'ens. gén. de 3^e cl. 3^e éch. (ind. 1600).

Arrêté n° 508/METFPAS du 29/5/95 — M. POULI Potcholi Toyi, n° mle 021645-F, animateur de chaînes de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A2, indice 1100), du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 3 août 1993 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade (indice 1200) à compter du 3 août 1994 (AC épuisée).

Arrêté n° 509/METFPAS du 29/5/95 — Mlle KODJO Adjowa Novignon, n° mle 038368-J, professeur d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son grade à compter du 10 septembre 1991 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressée est élevée aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

10-9-92 — professeur d'enseign. général de 3^e classe 2^e échelon (AC : néant)

10-9-94 — professeur d'enseign. général 3^e classe 3^e échelon (indice 1600)

Arrêté n° 510/METFP du 29/5/95 — M. TCHINGUILLOU Abalo Pinouwè, n° mle 034408-J, adjoint technique d'élevage et pêche de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. C, indice 550), du cadre des fonctionnaires de l'agriculture de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 1^{er} septembre 1986 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade comme suit :

1-9-87 : adjt. tech. d'élevage et pêche de 2^e cl. 2^e éch.
(ind. 600) (AC : épuisée)

1-9-89 : adjt. tech. d'élevage et pêche de 2^e cl. 3^e éch.
(ind. 650)

1-9-91 : adjt. tech. d'élevage et pêche de 2^e cl. 4^e éch.
(ind. 700)

Arrêté n° 511/METFPAS du 29/5/95 — Mme SAMA Pyahalo épouse ASSIH, n° mle 036605-X, professeur d'enseignement général de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son grade à compter du 8 janvier 1992 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressée est élevée aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

8-1-93 — prof. d'ens. gén. de 3^e classe 3^e échelon
(AC : néant)

8-1-95 — prof. d'ens. gén. de 3^e classe 4^e échelon
(indice 1750).

Arrêté n° 512/METFPAS du 29/5/95 — M. KOUDITE Kossi Mensah, n° mle 31541-X, professeur technique adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du Certificat d'Aptitude Pédagogique des professeurs techniques adjoints (CAP-PTA - examen) est titularisé dans son grade à compter du 1^{er} janvier 1993 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade (indice 850) à compter du 1^{er} janvier 1994 (AC : néant).

Arrêté n° 513/METFPAS du 29/5/95 — M. YANDI Koadjo, n° mle 033988-N, ingénieur agronome de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300), du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 4 mai 1993 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade à compter du 04 mai 1994. (AC épuisée).

Arrêté n° 515/METFPAS du 29/5/95 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, du cadre des fonctionnaires de la magistrature, qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur grade à compter du 2 septembre 1993 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

**Magistrats de 3^e grade 2^e éch. stagiaires
(cat. A1 - ind. 1450)**

- TAGBE Koffi, n° mle 038260-N
- POKANAM-LARE Nounguine, n° mle 038263-R
- DEGBOVI Koffi, n° mle 038262-G.

Les intéressés sont élevés au 3^e échelon de leur grade (indice 1600) à compter du 2 septembre 1994 (AC : épuisée).

Arrêté n° 527/METFPAS du 30/5/95 — M. GBODUI Kossivi, n° mle 019413-F, administrateur civil de 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300), du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 28 février 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 548/METFPAS du 30/5/95 — M. NANTOBIKATUI N'Linson, n° mle 033149-X, inspecteur du travail de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A2, indice 1100) qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 23 février 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 549/METFPAS du 30/5/95 — M. WARGA Sontoua, n° mle 028422-G, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1100), du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 23 février 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

Intégration

Arrêté n° 472/METFP du 16/5/95 — M. SAMLAN Kodzo-Messan, n° mle 019291-M, animateur d'action culturelle de 1^{re} classe 3^e échelon (cat. A2 — ind. 1700), titulaire du diplôme de conseiller culturel du Centre Régional d'Action Culturelle (CRAC) à l'issue d'un stage de formation professionnelle

d'une durée de deux (2) ans neuf (9) mois vingt (20) jours au Centre Régional d'Action Culturelle, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de conseiller d'action culturelle de 2^e classe 4^e échelon (cat. A1 — ind. 1750) à compter du 1^{er} juin 1993 et conserve son affectation actuelle (section 31, chapitre 22 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 18 août 1992, date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé dans son ancien corps.

Arrêté n° 483/METFPAS du 16/5/95 — Sont rapportés en ce qui concerne M. NIKABOU Kondi, n° mle 001563-D, les arrêtés n°s 667/MTFP du 04 octobre 1972, 1146/MTFP du 20 novembre 1978, 00884/MTFP du 17 juillet 1984 et 00437/MTFP du 13 juin 1988, portant respectivement intégration, promotion et avancement automatique d'échelon.

M. NIKABOU Kondi, n° mle 001563-D, adjoint technique d'agriculture de 1^{re} classe 2^e échelon (cat. C — ind. 800) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme de cadre technique de développement de l'Institut Panafricain pour le Développement (IPD) de Douala (Cameroun), admis en équivalence du Brevet de Technicien Supérieur (BTS) à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans est intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) à compter du 29 juin 1972, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 35 chapitre 18 du budget général).

M. NIKABOU Kondi, n° mle 001563-D, technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A2 — ind. 1100) qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son grade à compter du 29 juin 1973 et conserve une ancienneté de un (1) an.

La situation administrative de l'intéressé est régularisée comme suit :

- 29-06-74 — techn. sup. de dev. de 2^e clas. 2^e éch. (AC : néant)
- 29-06-76 — techn. sup. de dev. de 2^e clas. 3^e éch.
- 29-06-78 — techn. sup. de dev. de 2^e clas. 4^e éch.
- 29-06-80 — techn. sup. de dev. de 1^{re} clas 1^{er} éch.
- 29-06-82 — techn. sup. de dev. de 1^{re} clas. 2^e éch.
- 29-06-84 — techn. sup. de dev. de 1^{re} clas 3^e échelon
- 29-06-86 — techn. sup. de dev. ppal 1^{er} éch.
- 29-06-88 — techn. sup. de dev. ppal 2^e échelon (indice 1900).

Le présent arrêté prend effet au point de vue exclusif de l'ancienneté à compter du 08 février 1994.

Arrêté n° 506/METFPAD du 29/5/95 — M. SAMA Kézié Essosinna, n° mle 012765-F, secrétaire d'administration de 2^e classe 2^e échelon (cat. B — indice 850) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) cycle I - option : administration des douanes, promotion : 1990 - 1993 à l'issue d'un stage de formation professionnelle de trois (3) ans, est intégré dans le cadre des fonctionnaires des douanes en qualité de contrôleur des douanes de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. B — indice 750) à compter du 1^{er} mars 1994, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 07, chapitre 25 du budget général).

Pendant la durée de son stage, l'intéressé est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

M. SAMA continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 850 qu'il a atteint dans son ancien corps.

Arrêté n° 516/METFPAS du 29/5/95 — M. HOUNDJAGO Kpadénou Kouassi n° mle 006037-P brigadier chef de classe exceptionnelle (catégorie D — indice 670) du cadre des fonctionnaires des douanes, titulaire du Brevet d'Etudes du Premier Cycle du second degré (BEPC) et de la première partie du baccalauréat technique (Bac1-série G2) session de juillet 1992 est intégré dans la catégorie C en qualité de comptable de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (indice 600) à compter du 1^{er} août 1992 et conserve son affectation actuelle (section 9 chapitre 25 du budget général).

Pendant la durée de son stage M. HOUNDJAGO Kpadénou Kouassi est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

L'intéressé continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 670 qu'il a atteint dans son ancien corps.

Arrêté n° 518/METFPAS du 29/5/95 — M. ADZAKOKOU Kossi Amégno, n° mle 031591-R, instituteur adjoint de 3^e classe 4^e échelon (cat C — ind 700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP - série ; concours), session des 11 et 12 octobre 1990, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (cat B — ind 750) à compter du 1^{er} janvier 1991 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 1-1-93 — instituteur de 2^e classe 2^e échelon
- 1-1-95 — instituteur de 2^e classe 3^e échelon (indice 950)

Arrêté n° 521/METFPAS du 29/5/95 — M. GAKA Kokou Segbedzi, n° mle 021118-Q, attaché d'administration de 2^e classe 3^e échelon (cat A2 — ind 1300) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) cycle III option : administration des impôts — promotion 1991-1993 à l'issue d'un stage de formation professionnelle de deux (2) ans à l'ENA de Lomé, est intégré dans le cadre des fonctionnaires des contributions directes en qualité d'inspecteur des impôts de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (Cat A1 — ind 1300) à compter du 22 février 1994, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 21, chapitre 33 du budget général).

Pendant la durée de son stage, M. GAKA Kokou Segbedzi est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Arrêté n° 557/METFPAS du 31/5/95 — M. KOFFI-BANIA-BA Akakpossa Tété, n° mle 015454-Q, secrétaire d'administration principal 3^e échelon (cat B - indice 1650) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme d'aptitude aux fonctions de documentaliste de l'Ecole des bibliothécaires archivistes et documentalistes de l'Université de Dakar à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans à l'Ecole des bibliothécaires archivistes et documentalistes de Dakar (Sénégal) est intégré dans la catégorie A2 en qualité de documentaliste de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) à compter du 5 décembre 1994 et conserve son affectation actuelle (section 15, chapitre 30 du budget général).

Pendant la durée de son stage, M. KOFFI-BANIABA Akakpossa Tété, n° mle 015454-Q est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

L'intéressé continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1650 qu'il a atteint dans son ancien corps.

Promotion

Arrêté n° 482/METFPAS du 16/5/95 — Est rapporté l'arrêté n° 1134/MTFP du 19 août 1982 portant promotion de M. DJAGBA Tchimbiano Lompoh, n° mle 005009-T, infirmier d'Etat de 2^e classe 4^e échelon.

M. DJAGBA Tchimbiano Lompoh, n° mle 005009-T, infirmier d'Etat de 2^e classe 4^e échelon (catégorie C) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique est promu au grade d'infirmier d'Etat de 1^{re} classe 1^{er} échelon à compter du 1^{er} juin 1981.

L'intéressé est élevé aux échelons de son grade de la façon suivante :

- 1-6-83 — infirmier d'Etat de 1^{re} classe 2^e échelon
- 1-6-85 — infirmier d'Etat de 1^{re} classe 3^e échelon
- 1-6-87 — infirmier d'Etat principal 1^{er} échelon.

Arrêté n° 520/METFPAS du 29/5/95 — M. BEBELEADZI Atsou, n° mle 004359-H, inspecteur du Trésor principal de 3^e échelon (cat. A2 ind. 2000) est promu au grade d'inspecteur du Trésor de classe exceptionnelle (cat. A2 ind. 2100) à compter du 1^{er} mars 1991.

Position de stage

Arrêté n° 558/METFP-PAS du 31/5/95 — Est rapporté la décision n° 1283/MTFP du 29 novembre 1984 accordant autorisation spéciale d'absence et de sortie de M. WOEDEME Komi, n° mle 021668-W, conseiller de jeunesse de 2^e classe 2^e échelon.

M. WOEDEME Komi, n° mle 021668-W, conseiller de jeunesse de 2^e classe 2^e échelon, en service à la direction de la jeunesse et des activités socio-éducatives à Lomé, titulaire d'une bourse de la Coopération au Développement et Aide Humanitaire est mis en position de stage de formation professionnelle à l'Institut Universitaire d'Etudes et du Développement à Genève (Suisse) pour une période allant du 1^{er} novembre 1984 au 31 juillet 1985 inclus.

Les frais de voyage (aller et retour) sont à la charge du gouvernement suisse.

Durant le stage, M. WOEDEME qui est marié aura droit à un traitement mensuel égal à la moitié de sa solde nette majorée éventuellement des allocations familiales.

L'intéressé pourra obtenir avant son départ une avance de solde remboursable égale à deux (2) mois de sa solde de base brute. Cette avance sera précomptée par douzième sur son traitement à partir du premier mois qui suivra celui de son retour au Togo.

La dépense est imputable à la section 37, chapitre 11 du budget général.

Prorogation de stage

Arrêté n° 473/METFPAS du 16/5/95 — Est prorogée jusqu'au 30 septembre 1995 inclus, la durée de stage de formation professionnelle à l'université d'Aix-Marseille en France de M.

KOSSI Ankou, n° mle 030425-T, technicien supérieur du développement en service à la direction de la promotion féminine.

Retour de stage

Arrêté n° 559/METFPAS du 31/5/95 — Est constaté à compter du 1^{er} août 1980, le retour de stage de M. MOUSSA Allassane Senghor, n° mle 018245-X, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction de la bibliothèque nationale, mis en position de stage de formation professionnelle en République Fédérale d'Allemagne par arrêté n° 0481/METFPAS du 16 mai 1995.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

Changement de cadre

Arrêté n° 522/METFPAS du 29/5/95 — M. ACEFOUENE Kideroure Bantanayow, n° mle 021899-V, brigadier 3^e échelon (cat D — ind 510) du cadre des fonctionnaires des douanes est rayé de ce cadre et intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de commis d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon (cat D — ind 510) conformément aux dispositions de l'article 29 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 et des articles 44 et 46 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

L'intéressé conserve son ancienneté et son affectation actuelle (section 9, chapitre 25 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Détachement

Arrêté n° 475/METFP du 16/5/95 — M. BIDAMON Egbao, n° mle 033672-A, professeur d'enseignement supérieur de 2^e classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à la Faculté des Sciences de l'Université du Bénin, placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'Institut Africain de l'Informatique (IAI) de Libreville au Gabon est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période d'un (1) an, valable du 1^{er} novembre 1994 au 31 octobre 1995 inclus.

Durant la période du détachement les émoluments de M. BIDAMON ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo seront à la charge dudit Institut.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 476/METFPAS du 16/5/95 — M. DEGBOE Kwami Edem, n° mle 013285-P, technicien supérieur de laboratoire de 1^{re} classe 2^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique, placé dans la position de détachement pour servir auprès du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) suivant arrêté n° 1283/METFP du 5 octobre 1992 est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période de deux (2) mois valable du 1^{er} septembre au 31 octobre 1994 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. DEGBOE seront à la charge du PNUD et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo sera imputable sur le budget général du Togo en application des dispositions de l'article 62-11 de la loi n° 91-11 du 25 mai 1991.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 477/METFPAS du 16/5/95 — M. BILEOU Soulémana, n° mle 009021-F, assistant d'hygiène d'Etat de 1^{re} classe 3^e échelon, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, placé dans la position de détachement pour servir auprès du Programme Onchocercose suivant arrêté n° 108/METFP du 03 février 1994 est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période d'un (1) an, valable du 02 mars 1995 au 1^{er} mars 1996 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. BILEOU, seront à la charge du Programme onchocercose et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo en application des dispositions de l'article 62 alinéa 3 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 478/METFPAS du 16/5/95 — M. KOFFI Kodjo n° mle 031376-S, professeur de 2^e classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'Hôtel de la Paix suivant arrêté n° 1418/METFP du 23 septembre 1985 est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période de cinq (5) ans, valable du 14 septembre 1990 au 13 septembre 1995 inclus.

Pendant la durée du déplacement, les émoluments de M. KOFFI ainsi que les contributions complémentaires de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo seront à la charge de l'Hôtel de la Paix.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 525/METFPAS du 29/5/95 — M. AMEDON^a Assou, n° mle 007532-W, inspecteur de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, placé dans la position de détachement suivant arrêté n° 055/MTFP du 29 janvier 1990, pour servir auprès de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Lagos (République du Nigeria) est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période allant du 6 décembre 1994 au 31 mars 1995 inclus.

Durant la période de détachement, les émoluments de M. AMEDON ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo seront à la charge de la CEDEAO.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 526/METFPAS du 29/5/95 — Il est mis fin pour compter du 1^{er} avril 1995 au détachement de M. AMEDON Assou, n° mle 007532-W, inspecteur de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, auprès de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Lagos (République du Nigeria).

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'Equipe-ment.

Reprise de service

Arrêté n° 468/METFPAS du 16/5/95 — Est constatée à compter du 20 décembre 1994, la reprise de service de M. AYENDO Dovi Mayé, n° mle 007738-L, professeur de CEG de 2^e classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au lycée de Nyékonakpoé, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Lomé suivant arrêté n° 104/METFPAS du 30 janvier 1995.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

Arrêté n° 550/METFPAS du 30/5/95 — Est constatée à compter du 21 décembre 1994, la reprise de service de M. FENOUE Kossi, n° mle 014258-U, adjoint technique des T.P. principal 1^{er} échelon précédemment en service à la direction générale des Mines et de la Géologie et du B.N.R.M. à Lomé, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant arrêté n° 0006/METFPAS du 10 janvier 1995.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre des Mines, de l'Energie et des Ressources hydrauliques.

Arrêté n° 562/METFPAS du 31/5/95 — Est constatée à compter du 21 décembre 1994, la reprise de service de M. BONGO Kouma, n° mle 028793-T, professeur de 2^e classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant n° 0013/METFPAS du 17 janvier 1995.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Rappel à l'activité

Arrêté n° 551/METFPAS du 31/5/95 — Mme BAKPAH Méalo, épouse BOUKPESSI, n° mle 030741-F, institutrice de 1^{re} classe 2^e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'Ecole Primaire Publique du 23 Septembre à Lomé, placée dans la position de disponibilité sans traitement suivant arrêté n° 1047/METFPAS du 30 septembre 1994, est rappelée à l'activité à compter du 1^{er} mai 1995 et remise à la disposition du Ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

Régularisation

Arrêté n° 495/METFPAS du 23/5/95 — La situation administrative de M. AKAKPO Kossi Amouzou, n° mle 027933-F, est régularisée comme suit :

Catégorie A2

— 24-03-92 — conseiller adjoint de jeunesse et d'animation de 2^e classe 3^e échelon (indice 1700)

Catégorie A1

— 23-02-95 — administrateur civil 4^e échelon (indice 1750) + AC : 2 a 10 m 29 j

- 23-02-95 — administrateur civil principal 1^{er} échelon (indice 1900) + AC : 10 m 29 j.

La date du prochain avancement automatique d'échelon de l'intéressé est fixée au 24 mars 1996.

Arrêté n° 487/METFPAS du 16/5/95 — Est rapporté en ce qui concerne M. AGBLE Kokou, n° mle 012975-H, l'arrêté n° 00700/METFP du 16 novembre 1993, portant avancement automatique d'échelons.

La situation administrative de M. AGBLE Kokou, n° mle 012975-H, est régularisée comme suit :

Catégorie B

- 30-09-91 — instituteur principal de 2^e échelon (indice 1550)

Catégorie A2

- 11-08-93 — inspecteur du trésor de 1^{re} classe 2^e échelon + AC : 1 a 10 m 11 j
— 11-08-93 — inspecteur du trésor de 1^{re} classe 3^e échelon (indice 1700) AC : néant

Bonification

Arrêté n° 450/METFP du 16/5/95 — Une bonification d'ancienneté de trois (3) ans sept (7) mois huit (8) jours est accordée à Mme HOUMAVO Akouavi Djigbondi épouse KAKPO-VI, n° mle 036298-L, sage-femme de 2^e classe 3^e échelon (cat B - indice 950) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique pour ses services antérieurs accomplis à la Clinique "La Providence" Mawunyo de Bè Apéyémé du 1^{er} octobre 1984 au 31 octobre 1986 et au centre de Santé "Saint Luc" de Pagala-Gare du 1^{er} novembre 1986 au 28 février 1990, conformément aux dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est révisée comme suit :

- 01-03-94 — sage-femme de 2^e classe 3^e échelon + 3 a 7 m 8 j de bonification
— 01-03-94 — sage-femme de 2^e classe 4^e échelon + 1 a 7 m 8 j de bonification (indice 1050)

La date du prochain avancement de grade de l'intéressée est fixée au 23 juillet 1994.

Arrêté n° 493/METFPAS du 16/5/95 — Sont rapportés en ce qui concerne Mlle ANTHONY Akouwa Vinyo Nopégali, n° mle 028660-N, les arrêtés n°s 00693/MTFP du 25 septembre 1990, 00205/MTFP du 21 février 1994, portant respectivement avancement automatique d'échelon et promotion.

Mlle ANTHONY Akouwa Vinyo Nopégali, n° mle 028660-N, professeur d'enseignement général de 3^e classe 3^e échelon (cat A1 - indice 1600) titulaire d'une maîtrise et du diplôme d'études approfondies (DEA) option : histoire et civilisation à l'Université de Rennes II (France) à l'issue d'une mise en position de disponibilité sans traitement pour études d'une durée de quatre (4) ans est élevée au 4^e échelon de son grade à compter du 31 octobre 1988, date de son rappel à l'activité et conserve

son affectation actuelle (section 27 chapitre 28 du budget général) AC : 1 mois 16 jours.

La situation administrative de l'intéressée est révisée comme suit :

- 15-09-90 — professeur d'enseignement général de 2^e classe 1^{er} échelon (AC : néant)
— 15-09-92 — professeur d'enseignement général de 2^e classe 2^e échelon
— 15-09-92 — professeur d'enseignement général de 2^e classe 3^e échelon (indice 2200).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 8 septembre 1994.

Arrêté n° 504/METFPAS du 29/5/95 — Sont rapportés en ce qui concerne M. AMUZUGA Dovi Komlan Demanyah, n° mle 004823-Z, les arrêtés n°s 157/MTFP du 15 février 1989, 167/MTFP du 20 février 1991, 195/MTFP du 21 février 1994, portant respectivement avancement automatique d'échelon et promotion.

M. AMUZUGA Dovi Komlan Demanyah, n° mle 004823-Z, inspecteur des douanes de 1^{re} classe 1^{er} échelon (cat. A2 - 1500) du cadre des fonctionnaires des douanes, titulaire d'une maîtrise ès-sciences juridiques option : carrières judiciaires, session de septembre 1987, est élevé au 2^e échelon (indice 1600) de son grade à compter du 1^{er} octobre 1987, et conserve son affectation actuelle (section 07, chapitre 25 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 1^{er} janvier 1987, date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé.

M. AMUZUGA Dovi Komlan Demanyah, n° mle 004823-Z est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 01-01-89 — inspecteur des douanes de 1^{re} clas. de 3^e éch.
- 01-01-91 — inspecteur des douanes ppal 1^{er} échelon
- 01-01-93 — inspecteur des douanes ppal 2^e échelon
- 01-01-95 — inspecteur des douanes ppal 3^e échelon (indice 2000)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 16 décembre 1994.

Arrêté n° 507/METFPAS du 29/5/95 — Sont rapportés en ce qui concerne M. ADEWUI Fawui-Abalo, n° mle 032681-T, les arrêtés n°s 00205/METFP du 21 février 1994 et 00767/METFP du 14 juillet 1994, portant respectivement promotion et avancement automatique d'échelons.

M. ADEWUI Fawui-Abalo, n° mle 032681-T, professeur d'enseignement général de 3^e classe 4^e échelon (cat A1 — ind 1750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme de "master of arts" à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de trente-deux (32) mois en Grande-Bretagne est promu au grade de professeur d'enseignement général de 2^e classe 1^{er} échelon (indice 1900) à compter du 4 avril 1992, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section, chapitre 28 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 20 mai 1990 date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé.

La situation administrative de M. ADEWUI est révisée comme suit :

- 20-05-92 — professeur d'enseign. gén. de 2^e clas. 2^e éch.
- 20-05-94 — professeur d'enseign. gén. de 2^e clas. 3^e éch. (ind 2200);

Absence irrégulière

Décision n° 469/METFPAS du 16/5/95 — Est constatée à compter du 15 février 1993, l'absence irrégulière de M. GBA-DAGO Koffi Enyonam, n° mle 010665-B, contrôleur de produits de 2^e catégorie hors échelle en service au secteur de contrôle du conditionnement des produits à Dapaong.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun salaire.

Arrêté n° 470/METFPAS du 16/5/95 — Est constatée à compter du 1^{er} mars 1994, l'absence irrégulière de Mlle LAWSON-HELLU Kokovi, n° mle 032832-A, institutrice 1^{re} classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service au Jardin d'enfants public de Hédzranawoé I de Lomé.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressée n'aura droit à aucun traitement.

Sanction

Arrêté n° 467/METFPAS du 16/5/95 — Une mise à pied de quinze (15) jours privative de toute rémunération à l'exception des allocations familiales est infligée à M. AWANYO Edoh Komla, n° mle 030235-M, infirmier d'Etat de 1^{re} classe 2^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, en service à la direction préfectorale de la santé d'Agou pour mauvaise manière de servir.

Admission à la retraite

Arrêté n° 479/METFPAS du 16/5/95 — Est rapporté en ce qui concerne M. BAKPESSI Kadanga Abozou, n° mle 010680-A, professeur d'enseignement général de classe exceptionnelle, l'arrêté n° 240/METFPAS du 23 mars 1995 portant admission à la retraite.

M. BAKPESSI Kadanga Abozou, n° mle 010680-A, professeur d'enseignement général de classe exceptionnelle, relevant du ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1^{er} janvier 1995 pour limite d'âge.

Arrêté n° 488/METFPAS du 16/5/95 — Est rapporté en ce qui concerne M. LOOKY Akpem Palaki, n° mle 004246-Q, professeur d'enseignement général, de 1^{re} classe 2^e échelon, l'arrêté n° 0239/METFPAS du 23 mars 1995 portant admission à la retraite.

M. LOOKY Akpem Palaki, n° mle 004246-Q, professeur d'enseignement général de 1^{re} classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service au Village du Bénin qui a accompli trente (30) ans de services effectifs est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} septembre 1995.

Arrêté n° 528/METFPAS du 30/5/95 — Est rapporté en ce qui concerne M. ADJIBODIN Ogutoké Bayébowi, n° mle 004120-J, professeur de 2^e classe 3^e échelon, l'arrêté n° 0238/METFPAS du 23 mars 1995 portant admission à la retraite.

M. ADJIBODIN Ogutoké Bayébawi, n° mle 004120-J, professeur de 2^e classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à la direction régionale des Examens et Concours à Sokodé (préfecture de Tchaoudjo) qui a accompli trente (30) ans de services effectifs est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} septembre 1995.

Arrêté n° 563/METFPAS du 31/5/95 — Mme AMOUSSOU-GUENOU Ekoua, épouse ATCHIKITI, n° mle 006066-C, sage-femme d'Etat de classe exceptionnelle du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service à la PMI/N°Kafu est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} juillet 1995 conformément aux dispositions des articles 8 et 9 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Révision de situation

Arrêté n° 505/METFPAS du 29/5/95 — M. SANVEE Kokou Beno, n° mle 013915-M, technicien supérieur de mime de 2^e classe 1^{er} échelon est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 04-11-89 — techn. sup. de mime de 2^e cl. 2^e éch. + AC: néant
- 04-11-91 — techn. sup. de mime de 2^e cl. 3^e éch.
- 04-11-93 — techn. sup. de mime de 2^e cl. 4^e éch. (ind 1400)

Modification

Arrêté n° 519/METFPAS du 29/5/95 — Est rapporté l'arrêté n° 387/MTFP du 19 avril 1979 et 659/MJ/EP/T du 22 septembre 1975, portant nomination et reclassement.

La situation administrative de M. NAHM-TCHOUGLI Dajmong Yatouti Galdja, n° mle 000008-S, est régularisée au point de vue de l'ancienneté et de la solde comme suit :

Catégorie B

- 1-10-71 — Secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon + 18 a 10 m AC
- 1-10-71 — Secrétaire d'administration de 2^e classe 2^e échelon + 16 a 10 m AC
- 1-10-71 — Secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon + 14 a 10 m AC
- 1-10-71 — Secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon + 12 a 10 m AC
- 1-10-71 — Secrétaire d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon + 10 a 10 m AC

- 1-10-71 — Secrétaire d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon + 8 a 10 m AC
- 1-10-71 — Secrétaire d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon + 6 a 10 m AC
- 1-10-71 — Secrétaire d'administration principal de 1^{er} échelon + 4 a 10 m AC
- 1-10-71 — Secrétaire d'administration principal de 2^e échelon + 2 a 10 m AC
- 1-10-71 — Secrétaire d'administration principal de 3^e échelon + 10 m AC
- 1-12-72 — Secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle (AC épuisée)

Le présent arrêté prend effet à compter du 22 septembre 1975.

MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

ARRETE N° 0013/MMERH/CAB du 29/5/95 portant création d'un comité de suivi du recouvrement des créances de la CEET.

MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

Vu la constitution du 14 octobre 1992 de la République Togolaise

Vu la loi n° 90-26 du 4 décembre 1990

Vu l'ordonnance n° 63-12 du 20 mars 1963

Vu l'ordonnance n° 43 du 15 octobre 1968

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels

Vu le décret n° 91-197 du 16 août 1991

Vu la nécessité d'élaborer une politique énergétique cohérente afin d'éviter les menaces graves sur la fourniture de l'énergie électrique par la CEET ;

ARRETE :

Article premier : Il est créé auprès du Ministre des Mines, de l'Energie et des Ressources Hydrauliques, un comité de suivi du recouvrement des créances de la CEET.

Art. 2 : Le comité de suivi du recouvrement a pour mission :

- d'élaborer une stratégie de recouvrement des créances de la CEET,
- de suivre et de coordonner toutes les activités qui concourent au recouvrement des créances de la CEET.

Art. 3 : Le comité de recouvrement est présidé par le directeur de cabinet du Ministre des Mines, de l'Energie et des Ressources Hydrauliques, le secrétariat par la CEET.

Art. 4 : Le comité de recouvrement est composé comme suit :

- Le directeur de cabinet du Ministre des Mines, de l'Energie et des Ressources Hydrauliques ;
- Le directeur général-adjoint de la CEB ;
- Le directeur commercial de la CEET ;
- Le directeur technique de la CEB ;
- Le directeur financier de la CEET.

Art. 5 : Le comité de recouvrement se réunit sur convocation de son président.

Art. 6 : Le présent arrêté qui annule toute disposition antérieure, prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 29 mai 1995

Le Ministre des Mines, de l'Energie et
des Ressources Hydrauliques

Anato AGBOZOUHOUE

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

**ARRETE N° 95/007/METFP du 18 mai 1995 modifiant
l'arrêté n° 89/022/METFP du 27 septembre 1989
portant création du Brevet de Technicien
Supérieur (BTS)**

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Vu la constitution de la République Togolaise du 14 octobre 1992 ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 06 mai 1975 portant réforme de l'enseignement au Togo ;

Vu le décret n° 67-22/PR du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 94-035/PR du 25 mai 1994 portant composition du gouvernement de la République togolaise ;

Vu le décret n° 94-063/PR du 21 septembre 1994 portant réorganisation du ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;

ARRETE :

Article premier : L'arrêté n° 89/022/METFP du 27 septembre 1989 portant création du Brevet de Technicien Supérieur (BTS) est modifié comme suit :

TITRE I

**Définition du diplôme et modalités de préparation du
Brevet de Technicien Supérieur (BTS)**

Art. 2 : Il est créé en République togolaise le Brevet de Technicien Supérieur (BTS).

- Le Brevet de Technicien Supérieur est un diplôme national de l'enseignement supérieur qui atteste d'une qualification professionnelle.

Il atteste que ses titulaires sont aptes à tenir les emplois de techniciens supérieurs dans les professions industrielles et commerciales, dans les activités de service, ou celles relevant des arts appliqués, et capables de mobiliser leurs connaissances et leurs aptitudes pour se perfectionner et s'adapter au cours de leur vie professionnelle.

Le titre de technicien supérieur breveté est attaché à la possession du brevet de technicien supérieur.

Le diplôme de Brevet de Technicien Supérieur porte mention d'une spécialité professionnelle.

Art. 3 : Sont créées en République togolaise les spécialités professionnelles suivantes du Brevet de Technicien Supérieur :

- 1 - Administration et gestion des entreprises
- 2 - Action commerciale
- 3 - Informatique de gestion
- 4 - Bureautique et secrétariat
 - * option secrétariat de direction
 - * option secrétariat commercial bilingue

Art. 4 : D'autres spécialités professionnelles du brevet de technicien supérieur pourront être créées, en cas de besoin, par arrêté du Ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Art. 5 : Le brevet de technicien supérieur est préparé par la voie scolaire dans les établissements d'enseignement supérieur privés ou publics reconnus par le ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Il peut être également préparé dans le cadre de la formation professionnelle continue dûment attestée par un Centre de formation reconnu par le ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Il peut être aussi préparé par des établissements d'enseignement à distance homologués par le ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Art. 6 : Le brevet de technicien supérieur sanctionne un enseignement technologique supérieur court d'une durée minimale de deux années universitaires pour les établissements d'enseignement supérieur privés ou publics.

Art. 7 : Pour chaque spécialité, un arrêté du ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle précisera les volumes horaires et les programmes de la formation.

Art. 8 : L'admission dans les sections de techniciens supérieurs de l'enseignement public et privé est ouverte aux candi-

dates titulaires du baccalauréat deuxième partie de l'enseignement du troisième degré ou de tout diplôme reconnu équivalent.

Art. 9 : Le diplôme du brevet de technicien supérieur est délivré à la suite d'un examen public dont les modalités sont fixées par décision du ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Art. 10 : La date des épreuves, les dates d'ouverture et de clôture des registres d'inscription sont fixées par le ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Titre II

Conditions d'admission

Art. 11 : Le brevet de technicien supérieur est délivré à tous les candidats ayant rempli les trois (3) conditions suivantes :

— obtenir une moyenne générale égale à 10 sur 20 à l'ensemble des épreuves de l'examen affectées de leur coefficient ;

— obtenir une moyenne générale au moins égale à 10 sur 20 à l'ensemble des épreuves de spécialité affectées de leur coefficient ;

— obtenir une note au moins égale à 08 sur 20 à l'épreuve fondamentale ;

— obtenir une note au moins égale à 10 sur 20 à la soutenance de mémoire ou dossier-mémoire.

Art. 12 : Les diplômes délivrés aux candidats admis à l'issue de l'examen portent l'une des mentions suivantes :

— Passable, lorsque le candidat a obtenu une moyenne égale à 10 et inférieur à 12 sur 20 ;

— Assez bien, quand le candidat a obtenu une note moyenne ou moins égale à 12 et inférieur à 14 sur 20 ;

— Bien, quand le candidat a obtenu une note moyenne au moins égale à 14 et inférieur à 16 sur 20 ;

— Très bien, quand le candidat a obtenu une note moyenne au moins égale à 16 sur 20.

Art. 13 : Les membres du jury et des commissions d'examens sont nommés par décision du ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, sur proposition du Recteur de l'Université du Bénin.

Art. 14 : Les diplômes sont délivrés par le Ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Art. 15 : Toutes dispositions antérieures et contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

Art. 16 : Le présent arrêté sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 18 mai 1995

Bamouni Stanislas BABA

ANNEXES

DOCUMENT ANNEXE 1

1. BTS ADMINISTRATION ET GESTION DES ENTREPRISES

EPREUVES	COEFF.	DUREE
Techniques Quantitatives de Gestion (TQG)	6	6 H
Economie et Droit	3	3 H
Mathématiques	3	3 H
Informatique de Gestion	3	3 H
Expression et Communication	2	3 H
Anglais	2	3 H
Soutenance de mémoire	3	—

2. BTS "ACTION COMMERCIALE"

EPREUVES ECRITES	COEFF.	DUREE
Etude de cas	6	5 H
Economie et Droit	3	3 H
Expression et Communication	3	3 H
Informatique de Gestion	3	3 H
Anglais	2	2 H

EPREUVES ORALES	COEFF.	DUREE
Techniques et Cultures Commerciales	2	—
Anglais	1	—
Soutenance de mémoire	3	—

3. BTS INFORMATIQUE DE GESTION

EPREUVES ECRITES	COEFF.	DUREE
Etude de cas (épreuve professionnelle de synthèse)	8	7 à 8 H
Economie et Gestion	3	4 H
Expression Française	2	3 à 4 H
Mathématiques	3	4 H
Anglais	1	2 H

EPREUVES ORALES	COEFF.	DUREE
Anglais Appliqué à l'Informatique	1	—
Soutenance de mémoire	2	—

4. BTS BUREAUTIQUE ET SECRETARIAT

Option : secrétariat de direction
 Option : secrétariat commercial bilingue

	Option secrétariat de direction			Option secrétariat commercial bilingue		
		Durée	Coef.		Durée	Coef.
EPREUVES COMMUNES AUX OPTIONS	1 - Français	4 h	3	1 - Français	4 h	3
	2 - Economie-Droit	4 h	3	2 - Economie-Droit	4 h	3
EPREUVES SPECIFIQUES A CHAQUE OPTION				3 - Langue vivante étrangère - (écrit)	2 h	2
				4 - Cas pratique de secré- ariat-bureautique français + LVE 4. 1 - Techniques de base du secrétariat bilingue 4. 2 - Bureautique	2 h	2
	3 - Langue vivante étrangère - 3. 1 écrit 3. 2 oral	2 h 20 mn	1 1			
	4 - Cas pratique de secrétariat-bureautique 4. 1 - Techniques de base du secrétariat 4. 2 - Bureautique	2 h 2 h	2 2			
	5 - Etude de cas portant sur les méthodes adminis- tratives et la gestion	5 h	4	5 - Etude de cas portant sur les méthodes adminis- tratives, la gestion et les techniques du commerce international	5 h	4
EPREUVE PROFESSIONNEL- LE DE SYNTHESE	6 - Soutenance d'un dossier-mémoire d'analyse administrative	45 mn	3	6 - Soutenance d'un dossier-mémoire d'analyse administrative et d'un support enregistré en LVE - en français - en LVE	40 mn 30 mn	3

Dispositions relatives aux langues vivantes Epreuves obligatoires

Le candidat précise au moment de son inscription à l'examen, parmi la liste des langues vivantes autorisées, celle qu'il choisit en tant que langue vivante.

Ce choix est irrévocable pour la session considérée et doit être strictement respecté sous peine d'attribution de la note **zéro** aux épreuves concernées.

Les langues vivantes autorisées sont les suivantes : allemand, anglais, arabe, espagnol, russe. Une note de service pourra ultérieurement enrichir cette liste.

La nature de la langue vivante choisie est mentionnée sur le diplôme ou sur les attestations de réussite aux épreuves.

DOCUMENT ANNEXE 2

BTS BUREAUTIQUE ET SECRETARIAT DEFINITION DES EPREUVES

Epreuves communes aux options Secrétariat de Direction et
Secrétariat commercial bilingue
Epreuves 1 et 2

Epreuve 1 : Français

Modalités de l'épreuve :

Epreuve écrite obligatoire

Durée : 4 heures

Coef. : 3

Objet et contenu de l'épreuve

L'épreuve a pour but de vérifier l'aptitude du candidat d'une part à saisir dans un texte les idées essentielles et leur organisation logique, d'autre part à s'exprimer correctement et avec simplicité.

Elle consiste :

— soit en une contraction d'un texte, suivie de questions dont l'une invite à un travail de composition française ;

— soit en une synthèse de documents.

1) Premier type d'épreuve

On propose un texte d'environ 900 mots qui offre par lui-même un sens assez complet, qui soit clair et bien composé et qui se prête à une analyse d'idées.

Le texte proposé porte sur un des problèmes de la vie moderne, problèmes de culture personnelle et de relations sociales qui peuvent intéresser un futur technicien.

Le candidat doit :

- résumer le texte en un nombre fixé de mots ;
- répondre à quelques questions destinées à faire préciser et expliquer le sens de notions et de mots importants du texte ;
- exprimer dans son commentaire succinct et composé ses vues personnelles sur l'ensemble ou sur un aspect particulier du texte.

2) Deuxième type d'épreuve

On propose plusieurs documents (quatre ou cinq de nature différente : textes littéraires, textes non littéraires, messages graphiques, tableaux statistiques... centrés sur un problème précis. Chacun d'eux est daté et situé dans son contexte.

L'énoncé du sujet précise le problème posé. Il peut comporter une ou deux questions mais qui n'imposent aucun plan. Il invite le candidat à formuler en conclusion une opinion personnelle.

Le candidat doit :

- composer une synthèse objective en confrontant les documents fournis ;
- rédiger son travail de manière claire, concise, personnelle ;
- élaborer une brève conclusion, exprimant son propre point de vue en référence aux documents fournis.

Epreuve 2 : Economie — Droit

Modalités de l'épreuve :

Epreuve écrite obligatoire

Durée : 4 heures

Coef. : 3

Objectif de l'épreuve

Cette épreuve vise au travers du champ notionnel d'économie générale, économie d'entreprise et droit de première et deuxième années à tester les capacités globales du candidat exprimées dans le programme de formation.

Elle vise à apprécier l'aptitude du candidat à :

- appréhender son environnement économique, juridique et social, et en percevoir l'évolution ;
- analyser une situation dans sa dimension économique, juridique et sociale en s'appuyant éventuellement sur des supports documentaires ;
- situer son action par rapport à la réalité organisationnelle, économique et humaine des entreprises.

Les travaux proposés pouvant s'appuyer sur des documents traduiront la double finalité culturelle et professionnelle de ces enseignements.

— L'épreuve porte obligatoirement sur les deux composantes économique (économie générale et économie d'entreprise) et juridique (droit) sous la forme d'un thème unique ou de deux thèmes distincts pouvant donner lieu par exemple à l'élaboration d'une note de synthèse, à une analyse ou à un commentaire d'une situation en vue d'une éventuelle prise de décision. La composition du candidat devra être argumentée et structurée.

Epreuves spécifiques à chaque option

OPTION SECRETARIAT DE DIRECTION

Epreuve 3 : Langue vivante étrangère

L'épreuve comprend une partie écrite et une partie orale :

Partie écrite :

Durée : 2 heures

Coef. : 1

Objet et contenu de l'épreuve

L'épreuve a pour objectif d'apprécier l'aptitude du candidat à la compréhension de la langue écrite étrangère et à la production écrite en langue étrangère.

Un texte en langue étrangère d'une page dactylographiée (200 à 300 mots) est fourni aux candidats.

L'épreuve comporte un commentaire rédigé du texte (2 questions) suivi de la traduction d'un bref passage de celui-ci. Le candidat est autorisé à utiliser un dictionnaire unilingue.

Partie orale :

Durée : 20 minutes, préparation : 20 minutes

Coef. : 1

Objet et contenu de l'épreuve

L'épreuve a pour objectif d'apprécier l'aptitude du candidat à comprendre la langue étrangère et à s'exprimer oralement à partir d'un texte sans difficulté excessive, de caractère économique commercial (200 à 300 mots).

Le candidat est invité à lire à haute voix au moins un passage du texte choisi, à en faire un compte rendu en langue étrangère, à répondre aux interventions de l'examineur et, s'il y a lieu à traduire quelques lignes. Cette épreuve fait intervenir des critères d'évaluation différents et variés :

— la lecture à haute voix révèle le degré d'assimilation des caractéristiques phonologiques et prosodiques de la langue ;

— le compte rendu permet d'apprécier la qualité de l'expression orale discursive du candidat ;

— les réponses du candidat permettent d'apprécier la pertinence des réactions linguistiques en fonction des sollicitations de l'examineur ;

— la traduction permet, le cas échéant, de vérifier la qualité de la compréhension.

Chaque partie de l'épreuve est notée sur 20 points.

Epreuve 4 : Cas pratique de secrétariat-bureautique :

Cette épreuve comporte deux parties :

1^{re} partie : Techniques de Base du Secrétariat

2^e partie : Bureautique

Modalités de l'épreuve :

1^{re} partie : Techniques de base du secrétariat

Durée : 2 heures

Coef. : 2

objectif :

L'objectif de cette partie de l'épreuve est double :

— contrôler la maîtrise des techniques de base du secrétariat et l'aptitude du candidat à agir avec rapidité ;

— valoriser l'aptitude à organiser un ensemble de tâches, à les relier entre elles, à faire preuve d'autonomie, à gérer son temps et à produire un ensemble cohérent de documents (complets, justes, faciles à lire et à consulter, de présentation agréable) avec une machine à écrire personnelle ou mise à disposition par l'établissement de formation.

— Contenu de l'épreuve

Il peut être demandé aux candidats :

— de rédiger et de présenter une lettre, une note un rapport, un tableau, un document ;

— de procéder à une recherche dans un ensemble de documents ;

— de prendre des notes en utilisant un système d'écriture rapide ;

— de faire des calculs ;

— de mettre à jour un document ou de compléter un document préimprimé ;

— de mettre au net un document rectifié ou un brouillon manuscrit.

— Il est fourni aux candidats :

— un dossier comportant la documentation à exploiter, les imprimés à compléter, à mettre à jour, à contrôler, à modifier, à mettre au net... ;

— des informations, des messages ou des directives :

* sous la forme écrite (manuscrit, document dactylographié).
* oralement un message d'une durée maximale de 3 minutes dicté ou enregistré à la vitesse moyenne de 80 mots par minutes. Le message peut comporter des erreurs et des reprises ainsi qu'une accélération à 90 mots par minute pendant 10 à 15 secondes. Il peut être accompagné de directives de transcription.

Remarques :

1. A moins que le sujet n'en dispose autrement, le candidat n'est pas tenu à une restitution fidèle du texte dicté. Il peut prendre l'initiative de l'adapter à la forme écrite et d'en améliorer la forme à condition de ne pas en altérer le sens et le contenu informatif. Les directives données au candidat précisent les objectifs mais peuvent ne pas fixer les moyens permettant de les atteindre, de telle sorte que le candidat puisse faire preuve d'initiative.

2. Les candidats sont autorisés à procéder à la mise en route et au réglage des matériels, avant le début de l'épreuve.

L'épreuve est surveillée par des professeurs membres de la commission de correction qui prennent toute initiative nécessaire au bon déroulement de l'épreuve (changement de machine, temps supplémentaire en cas d'incident technique) et en rendent compte à la commission.

2^e partie : Bureautique Epreuve pratique sur matériel

Durée : 2 h 00

Coef. : 2

L'épreuve fait appel aux connaissances du candidat dans l'utilisation d'un logiciel de traitement de texte, d'un logiciel intégré, d'un tableur et d'un gestionnaire de bases de données, choisis par le candidat.

L'un au moins des quatre logiciels choisis par le candidat doit fonctionner sous Windows.

Le candidat, au moment de son inscription, doit préciser les logiciels qu'il choisit parmi les listes de logiciels ci-après :

Logiciels de traitement de texte ou intégrés : Framework, Word, Wordperfect, Works.

Tableurs : Excel, Lotus 1, 2, 3, Multiplan

Gestionnaires de bases de données : dBASE III + ou dBASE IV.

Le choix est irrévocable pour la session considérée et doit être strictement respecté.

Matériels nécessaires

— un micro-ordinateur sur lequel les logiciels choisis doivent être installés et testés.

— une imprimante

— des disquettes de sauvegarde (2 par candidat), pouvant être utilisées sur les micro-ordinateurs installés.

— papiers

Ces matériels sont mis à disposition soit par le centre d'examen, soit par l'établissement de formation ou sont apportés par le candidat.

Contenu de l'épreuve

L'épreuve porte sur :

— l'utilisation de toutes les commandes d'un logiciel de traitement de textes en vue de la production et l'impression d'un texte ou d'un document (lettre, rapport, tableau, lettres personnalisées (publipostage) etc... ;

— l'utilisation d'un tableur en vue de la production de tableaux et de graphiques ;

— l'incorporation d'un document de tableur ou d'un fichier de base de données à un document de traitement de texte ;

— la constitution et la gestion d'une base de données ;

— l'impression de documents ;

— la sauvegarde de fichiers.

Remarques

1. Les candidats sont autorisés à procéder à la mise en route et au réglage des matériels, avant le début de l'épreuve.

2. L'épreuve est surveillée par des professeurs membres de la commission de correction qui prennent toute initiative nécessaire au bon déroulement de l'épreuve (changement de machine, temps supplémentaire en cas d'incident technique ou d'utilisation partagée d'une imprimante) et en rendent compte à la commission.

Epreuve 5 : Etude de cas (épreuve fondamentale)

Modalités de l'épreuve :

Epreuve écrite obligatoire

Durée : 5 heures

coef. : 4

Objectif de l'épreuve

Cette épreuve a pour objectif de vérifier que le candidat a acquis globalement un savoir-faire suffisant en organisation et méthodes administratives, en communication et relations professionnelles, en techniques quantitatives de gestion, et qu'il est capable de mobiliser ses acquis pour apporter sous la forme écrite, des solutions à divers problèmes posés dans le cadre d'un même thème.

Le sujet cherche à apprécier le niveau acquis par le candidat au regard des capacités globales et opérationnelles prévues dans chacune des unités de formation énumérées dans le paragraphe précédent.

Le cas incorpore des contraintes juridiques, économiques, et organisationnelles. Il comporte obligatoirement :

- l'élaboration d'un message (courrier, note, rapport, schéma, etc...) ;
- une analyse administrative et une proposition de solution ;
- le traitement de données quantitatives ;

Epreuve 6 : Soutenance d'un dossier-mémoire d'analyse administrative

Modalités de l'épreuve :

Epreuve orale

Durée : 45 min

Coef. : 3

Voir articles 11 à 17 de la décision définissant le règlement de l'examen du BTS.

Epreuves spécifiques à l'option SECRETARIAT COMMERCIAL BILINGUE

Epreuve 3 : Langue vivante étrangère

Modalités de l'épreuve :

Epreuve écrite

Durée : 2 heures

Coef. : 2

Objectif de l'épreuve

Cette épreuve écrite a pour but d'apprécier l'aptitude à la compréhension de la langue étrangère et la production écrite en langue étrangère.

Un texte en langue étrangère d'une page dactylographiée (300 à 400 mots) est fourni aux candidats.

L'épreuve comporte :

- une partie destinée à évaluer la compréhension du texte : traduction (150 à 200 mots) ou question (s) ou résumé, etc... ;
- une partie destinée à évaluer la compétence linguistique : thèmes, ou exercices lacunaires, ou questionnaire à choix multiples, etc... ;
- une partie destinée à évaluer la qualité de la production écrite : commentaire en réponse à des questions, ou rédaction libre, etc... ;

Les candidats sont autorisés à utiliser un dictionnaire unilingue.

Sont admises les langues suivantes : allemand, anglais, arabe, espagnol, russe.

Une note de service peut ultérieurement ajouter une autre langue vivante étrangère à cette liste.

Epreuve 4 : Cas pratique de secrétariat-bureautique

Cette épreuve comporte deux parties :

1^{re} partie : Techniques de Base du Secrétariat bilingue

2^e partie : Bureautique

Modalités de l'épreuve :

1^{re} partie : Techniques de base du secrétariat bilingue

Durée : 2 heures

Coef. : 2

Objectif

L'objectif de cette partie de l'épreuve est double :

- contrôler la maîtrise des techniques de base du secrétariat et l'aptitude du candidat à agir avec rapidité ;
- valoriser l'aptitude à organiser un ensemble de tâches, à les relier entre elles, à faire preuve d'autonomie, à gérer son temps et à produire un ensemble cohérent de documents (complets, justes, faciles à lire et à consulter, de présentation agréable) avec une machine à écrire personnelle ou mise à disposition par l'établissement de formation.

Contenu de l'épreuve

Il peut être demandé aux candidats :

- de rédiger et de présenter une lettre, une note, un rapport, un tableau, un document ;

— de procéder à une recherche dans un ensemble de documents ;

— de prendre des notes en utilisant un système d'écriture rapide ;

— de faire des calculs ;

— de mettre à jour un document ou de compléter un document pré-imprimé ;

— de mettre au net un document rectifié ou un brouillon manuscrit.

— Il est fourni aux candidats :

— un dossier comportant la documentation à exploiter, les imprimés à compléter, à mettre à jour, à contrôler, à modifier, à mettre au net... ;

— des informations, des messages ou des directives ;

* Sous la forme écrite (manuscrit, document dactylographié).

* oralement deux messages de caractère commercial, dictés ou enregistrés, l'un en langue française d'environ 3 minutes à la vitesse de 80 mots par minute, l'autre en langue étrangère d'une durée d'environ 2 minutes à la vitesse constante de 60 mots par minute (ou de 40 mots par minute lorsqu'il n'existe pas d'adaptation d'un système sténographique français pour cette langue).

Remarques :

1 — A moins que le sujet n'en dispose autrement, le candidat n'est pas tenu à une restitution fidèle du texte dicté. Il peut prendre l'initiative de l'adapter à la forme écrite et d'en améliorer la forme à condition de ne pas en altérer le sens et le contenu informatif. Les directives données au candidat précisent les objectifs mais peuvent ne pas fixer les moyens permettant de les atteindre, de telle sorte que le candidat puisse faire preuve d'initiative.

2 — Les candidats sont autorisés à procéder à la mise en route et au réglage des matériels, avant le début de l'épreuve.

3 — l'épreuve est surveillée par des professeurs membres de la commission de correction qui prennent toute initiative nécessaire au bon déroulement de l'épreuve (changement de machine, temps supplémentaire en cas d'incident technique) et en rendent compte à la commission.

2^e partie : Bureautique

— Epreuve pratique sur matériel

Durée : 2 h 00

Coef. 2

L'épreuve est la même que celle de l'option secrétariat de direction.

Epreuve 5 : Etude de cas

Modalités de l'épreuve :

Epreuve écrite

Durée : 5 heures

Coef. : 4

Objectif de l'épreuve

Cette épreuve a pour objectif de vérifier que le candidat a acquis globalement un savoir-faire suffisant en organisation et méthodes administratives, en communication et relations professionnelles, en techniques quantitatives de gestion, en techniques du commerce international, et qu'il est capable de mobiliser ses acquis pour apporter sous la forme écrite, des solutions à divers problèmes posés dans le cadre d'un même thème.

Le sujet cherche à apprécier le niveau acquis par le candidat au regard des capacités globales et opérationnelles prévues dans chacune des unités de formation énumérées dans le paragraphe précédent.

Le cas incorpore des contraintes juridiques, économiques et organisationnelles. Il comporte obligatoirement :

— l'élaboration d'un message (courrier, note, rapport, schéma...).

- une analyse administrative et une proposition de solution ;
- le traitement de données quantitatives ;
- la mise en œuvre d'une ou plusieurs techniques du commerce international.

Epreuve 6 : Soutenance d'un dossier-mémoire

Modalités de l'épreuve :

Epreuve orale

Durée : en français : 40 min maximum

en langue vivante étrangère : 30 min

Coef. : 3 (dont 1 pour la langue vivante étrangère)

Voir articles 11 à 17 de la décision définissant le règlement de l'examen du BTS.

DIVERS**CAISSE DE RETRAITES DU TOGO****Concession de pension de retraite, de veuve et d'orphelins**

Décision n° 302/CRT/DP du 22/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 75 % indice 800) au montant annuel de QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TROIS CENT HUIT (499.308) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. GAMIA Evelamenu Kofi Ametowobla, instituteur adjoint de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} novembre 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. GAMIA Evelamenu Kofi Ametowobla pour compter du 1^{er} novembre 1993 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants du (1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Yawa Mawusé, née le 11 septembre 1958
Afi Sefe, née le 29 novembre 1963
Kwami Edem, né le 1^{er} mai 1965
Koku Agbéko, né le 4 janvier 1967
Yawa Emekonawo, née le 30 juillet 1970
Kwami Biamse, né le 16 juin 1973

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT VINGT QUATRE MILLE HUIT CENT VINGT SEPT (124.827) Francs pour compter du 1^{er} novembre 1993.

M. GAMIA Evelamenu Kofi Ametowobla pourra prétendre pour compter du 1^{er} novembre 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales de ses enfants (du 7^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Komla Doménia, né le 31 août 1976
Amivi Lébenè, née le 4 août 1979.

Les retenues restant dues par M. GAMIA Evelamenu Kofi Ametowobla au titre de la validation de ses services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 303/CRT/CR du 22/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1250, pourcentage 75 %) au montant annuel de SEPT CENT QUATRE VINGT MILLE CENT SOIXANTE HUIT (780.168) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. GBEDIPE Kodawu Kwassi Kudavo, instituteur de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement admis à la retraite

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} novembre 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. GBEDIPE Kodawu Kwassi Kudavo pour compter du 1^{er} novembre 1993 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Adjo, née le 5 octobre 1970
Koffi, née le 1^{er} octobre 1971
Améyo, née le 3 février 1973
Kodjo Mawududzi, né le 17 mars 1975.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT DIX SEPT MILLE VINGT SIX (117.026) Francs pour compter du 1^{er} novembre 1993.

M. GBEDIPE Kodawu Kwassi Kudavo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} novembre 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Kokou Agbeko Mawuko, né le 4 juillet 1979
Kossi, né le 5 juin 1983
Kwami Messan, né le 31 octobre 1987.

Les retenues restant dues par M. GBEDIPE Kodawu Kwassi Kudavo au titre de la validation des périodes stagiaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 304/CRT/DP du 22/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1750, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION QUATRE VINGT DOUZE MILLE DEUX CENT QUARANTE (1.092.240) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. EBIA Bassari, secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'Administration générale, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} novembre 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. EBIA Bassari, secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle pour compter du 1^{er} novembre 1993 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Agnitoufè, né en 1962
Eragnimawa, née le 23 avril 1965
Manesso, née le 25 février 1967

Mchessaa, né le 05 mai 1969

Ebiatè, né le 23 août 1971

Davi, née le 15 février 1973.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT SOIXANTE TREIZE MILLE SOIXANTE (273.060) Francs pour compter du 1^{er} novembre 1993.

M. EBIA Bassari pourra prétendre, pour compter du 1^{er} novembre 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du 8^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Essoetchè, né le 12 décembre 1973

Beletchei, née le 27 juillet 1976

Essosimna, né le 19 août 1979

Bassama, née le 1^{er} août 1981.

Les retenues restant dues par M. EBIA Bassari au titre de la validation des périodes auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 305/CRT/DP du 22/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1550, pourcentage 75%) au montant annuel de NEUF CENT SOIXANTE SEPT MILLE QUATRE CENT SEIZE (967.416) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AGBO Tsoké Kokuvi, infirmier d'Etat principal, 2^e échelon du corps du personnel médical et technique de la Santé publique, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AGBO Tsoké Kokuvi pour compter du 1^{er} janvier 1994 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Yawo Fomadi, né le 31 décembre 1961

Kossi Mawuna, né le 29 décembre 1963

Yawogan Mawuse, né le 04 décembre 1969

Komi Dani, né le 18 mars 1972

Yawovi Mose, né le 20 mars 1975.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE (193.484) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1994.

M. AGBO Tsoké Kokuvi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Edinam Ablavi, née le 17 avril 1979

Adzovi Holali, née le 12 octobre 1987

Yawavi Sabine, née le 29 août 1991.

Les retenues restant dues par M. AGBO Tsoké Kokuvi seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 306/CRT/DP du 22/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 75 %) au montant annuel de SIX CENT CINQUANTE CINQ MILLE TROIS CENT QUARANTE QUATRE (655.344) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SODJI Ahlonko Agossouh, infirmier d'Etat de classe exceptionnelle du corps du personnel médical et technique de la Santé publique, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SODJI Ahlonko Agossouh pour compter du 1^{er} janvier 1993 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Ahlimba Onikèkpo, née le 29 février 1964

Ahlin Assiki Ahoéléte, le 8 mai 1966

Antreauwa Magé Mofolomtcho, née le 21 juillet 1969

Antreau Oré Mawussé, né le 24 mars 1971

Ampiaba Mondoukpè Akpé, née le 29 décembre 1972

Asriwa Sitou Madjêmtê, née le 15 avril 1974.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT SOIXANTE TROIS MILLE HUIT CENT TRENTÉ SIX (163.836) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1993.

M. SODJI Ahlonko Agossouh pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 16^e rang) ci-après désignés :

Assaba, née le 14 juin 1980

Ampiah Kokou, né le 28 décembre 1982

Akuété Asri, né le 12 mai 1983

Quam Yao, né le 21 mars 1985

Koffi-Doh, né le 21 février 1986

Messan Kouassi Madjri, né le 08 février 1987

Atifowa Dopé, née le 21 mars 1990

Quamba, née le 07 juillet 1990

Koumba Eudia, née le 16 décembre 1991

Madjriba Laure, née le 10 août 1992.

Les retenues restant dues par M. SODJI Ahlonko Agossouh seront déduites des arrérages à percevoir au titre de la présente pension.

Décision n° 307/CRT/DP du 22/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 75 %) au montant annuel de SIX CENT CINQUANTE CINQ MILLE TROIS CENT QUARANTE QUATRE (655.344) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KPADE-NOU Yao Kpativo, infirmier d'Etat principal de classe exceptionnelle du corps du personnel médical et technique de la Santé publique, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KPADENOU Yao Kpativo pour compter du 1^{er} juillet 1992 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Hoévo, née le 19 juin 1958
Adjowa, née le 18 décembre 1961
Améyovi, née le 28 avril 1962
Aditounou, née le 17 octobre 1963
Koffigan, né le 04 septembre 1964
Kodjogan, né le 25 octobre 1965.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT SOIXANTE TROIS MILLE HUIT CENT TRENTE SIX (163.836) Francs pour compter du 1^{er} juillet 1992.

M. KPADENOU Yao Kpativo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 20^e rang) ci-après désignés :

Afansimé, née le 30 mars 1966
Akuélé, née le 13 avril 1967
Akoko, née le 13 avril 1967
Akossiwa, née le 12 novembre 1967
Kodjovi, né le 18 novembre 1968
Akuavigan, née le 06 septembre 1969
Akouavi Dodovi, née le 19 août 1970
Comlangan, né le 13 octobre 1970
Yawagan, née le 1^{er} avril 1971
Comlanvi, né le 12 septembre 1972
Menagan, née le 29 septembre 1972
Gnimavo, né le 06 décembre 1972
Gbénoukpo Kouassi, né le 17 octobre 1976
Kodjo Mensah, né le 29 août 1977.

Les retenues restant dues par M. KPADENOU Yao Kpativo au titre de la validation de ses services auxiliaires et stagiaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 308/CRT/DP du 22/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 20 %) au montant annuel de SIX CENT CINQUANTE CINQ MILLE TROIS CENT QUARANTE QUATRE (655.344) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AILA Koutémy, adjoint technique d'Agriculture, de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'Agriculture, de l'Elevage, des Eaux et Forêts et du Conditionnement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AILA Koutémy pour compter du 1^{er} octobre 1993 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Misbao, né le 10 janvier 1967
Bidou Foumilayom, née le 20 décembre 1969
Délé, né le 09 mai 1974
Ayéfoumi, né le 02 janvier 1975
Makandjou, née le 08 mai 1976.

M. AILA Koutémy pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Kokouvi Misbaou, né le 15 juillet 1981
Kodzovi Adjayi, né le 26 mars 1984.

Les retenues restant dues par M. AILA Koutémy seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 309/CRT/DP du 22/5/95 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1200, pourcentage 80 %) au montant annuel de SEPT CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE NEUF CENT (798.900) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. MOUKPE Takouda Toi, adjudant 4^e échelon n° mle 292 du corps du personnel des gardiens de préfecture, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} août 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. MOUKPE Takouda Toi, pour compter du 1^{er} août 1992, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Essossinam, né le 1^{er} janvier 1964
 Piglina, né le 11 février 1971
 Atchadéou, né le 15 juin 1972
 Pinamlé, née le 25 juillet 1972
 Toi Dadja, né le 28 février 1975
 Atong, né le 23 juin 1975.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT CINQ (199.725) Francs pour compter du 1^{er} août 1992.

M. MOUKPE Takouda Toi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du (7^e au 15^e rang) ci-après désignés :

Essowè, né le 21 juin 1976
 Awè, née le 31 août 1976
 Malabèzima, né le 23 août 1977
 Piya-Abalo, né le 21 février 1978
 Anikibanou, née le 06 septembre 1981
 Assanlelou, né le 19 janvier 1983
 Pidéwa, née le 13 mars 1984
 Ebémadana, née le 05 novembre 1985
 Pitatè, née le 17 avril 1989.

Décision n° 310/CRT/DP du 22/5/95 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de SIX CENT TRENTE DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE (632 460) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KOUMAROKA Lakou maréchal des logis-chef 6^e échelon n° mle 296 du corps du personnel des gardiens de préfecture, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} août 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KOUMAROKA Lakou pour compter du 1^{er} août 1992 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Bakaoula, né le 3 novembre 1971
 Logbima, né le 22 février 1974
 Mogmah, née le 28 mars 1974
 Marawédina, née le 7 juin 1976

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à QUATRE VINGT QUATORZE MILLE HUIT CENT SOIXANTE NEUF (94 869) Francs pour compter du 1^{er} août 1992.

M. KOUMAROKA Lakou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Djada, né le 29 septembre 1978
 Awina, né le 19 juin 1981
 Massayouwa, né le 16 avril 1982
 Binda, né le 25 décembre 1983
 N'Nakalé, née le 25 avril 1986
 Bagninika, née le 31 juillet 1988
 Koussa, né le 23 janvier 1992

Décision n° 311/CRT/DP du 22/5/95 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve HYACINTHE Pauline Affiavi née OGOUNLEYE, épouse de feu HYACINTHE Balbino, agent spécialisé principal des CFT (indice 670 pourcentage 80 % décédé en retraite le 22 mai 1992 une pension de veuve au montant annuel de DEUX CENT VINGT TROIS MILLE VINGT SIX (223 026) Francs pour compter du 10 mars 1993.

Décision n° 312/CRT/DP du 22/5/95 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

HELEGBE Korshiwor née LOGAH
 HELEGBE Akuavi née MISSISSO

épouses de feu HELEGBE Emmanuel Mawuli Adukpo, contrôleur de 1^{re} classe 3^e échelon des Postes et Télécommunications en retraite décédé le 20 avril 1992 une pension de veuve au montant annuel de DEUX CENT VINGT QUATRE MILLE SIX CENT QUATRE VINGT ONZE (224 691) Francs.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée :

au 23 août 1992 pour Mme veuve HELEGBE Korshiwor née LOGAH
 et au 1^{er} janvier 1994 pour Mme veuve HELEGBE Akuavi née MISSISSO

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de QUATRE VINGT NEUF MILLE HUIT CENT SOIXANTE SEIZE (89 876) Francs pour compter du 23 août 1992 à l'orphelin Kodjo Messan Exé né le 21 juin 1976.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant, les émoluments attribués à l'orphelin sus-dénommé seront versés entre les mains de Mme HELEGBE Hewovi Sédufia chargée de sa tutelle.

Décision n° 313/CRT/DP du 22/5/95 — Une pension unique (indice 700, pourcentage 80 %) d'un montant de NEUF CENT TRENTE DEUX MILLE SOIXANTE QUATRE (932 064) Francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve TANE-BANG Adjoyo née ADOVON épouse de feu TANE-BANG Naki, sergent, 6^e échelon n° mle 0429 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises décédé en retraite le 2 décembre 1992.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de QUARANTE SIX MILLE SIX CENT HUIT (46 608) Francs à chacun des orphelins ci-après désignés :

Mintre, née le 15 août 1973

Bala, né le 12 février 1975

Thibek, né le 2 février 1976

Monthka Kossi, né le 29 mars 1981

Soubiniyabeth, né le 10 septembre 1985

Pour compter du 1^{er} janvier 1993.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. TANE-BANG Pouguib, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 314/CRT/DP du 22/5/95 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve ABOKI Dopé née le 24 janvier 1937, épouse de feu SEGNIAGBETO Sodoli, sergent-chef 4^e échelon n° mle 56896 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (en retraite) décédé le 4 mars 1993 une pension de veuve au montant annuel de DEUX CENT QUATRE VINGT DEUX MILLE NEUF CENT QUARANTE HUIT (282 948) Francs pour compter du 1^{er} avril 1993.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de CINQUANTE SIX MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT DOUZE (56 592) Francs pour compter du 1^{er} avril 1993 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Ayikoé, né le 24 juin 1972

Ayokovi Mawuéna, née le 6 juin 1974

Kayissan Nizah née le 8 décembre 1976

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve SEGNIAGBETO Dopé née ABOKI, chargée de leur tutelle.

Décision n° 315/CRT/DP du 22/5/95 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. NANGUIT Atadé, gardien de préfecture est porté pour compter du 1^{er} décembre 1994 de 20 % à 25 % de sa pension principale DEUX CENT QUATRE VINGT SIX MILLE SOIXANTE HUIT (286 068) Francs l'an au titre de son 6^e enfant Kossi né le 6 juillet 1974.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à SOIXANTE ONZE MILLE CINQ CENT DIX SEPT (71 517) Francs pour compter du 1^{er} décembre 1994.

Décision n° 319/CRT/DP du 23/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2100, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION TROIS CENT DIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT HUIT (1 310 688) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. DOSSOU Madou Kokou, ingénieur de travaux d'élevage de classe exceptionnelle du corps du personnel des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. DOSSOU Madou Kokou pour compter du 1^{er} octobre 1993 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Kossiwa, née le 2 mai 1965

Kokou, né le 14 septembre 1966

Kokouvi, né le 18 septembre 1968

Kodjo, né le 10 mai 1971

Amavi, né le 1^{er} février 1975

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT SOIXANTE DEUX MILLE CENT TRENTE HUIT (262 138) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1993.

Les retenues restant dues par M. DOSSOU Madou Kokou au titre de la validation des périodes auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 321/CRT/DP du 26/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1550, pourcentage 75 %) au montant annuel de NEUF CENT SOIXANTE SEPT MILLE QUATRE CENT SEIZE (967 416) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AMEDEGNATO Ayéwanou, infirmier d'Etat principal 2^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AMEDEGNATO Ayéwanou pour compter du 1^{er} janvier 1994 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Gbègnonzan Nkolé, né le 2 août 1965
 Kuami Amoumiwa, né le 9 mars 1968
 Hotinwa Amégodoho, né le 23 septembre 1971
 Hoakolé amédéhoé, née le 9 décembre 1971
 Amivi Médégnon, née le 23 juin 1973
 Ayédohin Djidodo, née le 6 juin 1974.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT QUARANTE UN MILLE HUIT CENT CINQUANTE QUATRE (241 854) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1994.

M. AMEDEGNATO Ayéwanou pourra prétendre pour compter du 1^{er} janvier 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Hodékossi Enyonam, né le 13 mars 1980
 Déla Miassonkpon, née le 21 août 1983
 Zinsi Agossi, née le 2 mai 1987
 Zinsou Séménou, né le 2 mai 1987.

Les retenues restant dues par M. AMEDEGNATO Ayéwanou seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 322/CRT/DP du 26/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 75 %) au montant annuel de SIX CENT CINQUANTE CINQ MILLE TROIS CENT QUARANTE QUATRE (655 344) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ALOVOR Komla Mawuena, infirmier d'Etat de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ALOVOR Komla Mawuena pour compter du 1^{er} janvier 1994 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Akua Mawuena, née le 10 mai 1967
 Kokou Sémanu, né le 8 décembre 1971
 Ablavi Anukwadé, née le 12 mars 1974
 Adzoa Makafui, née le 29 décembre 1975
 Komla Edem Amenyo, né le 9 mars 1976
 Koku Dzifanu, né le 22 janvier 1977

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT SOIXANTE TROIS MILLE HUIT CENT TRENTE SIX (163 836) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1994.

M. ALOVOR Komla Mawuena pourra prétendre pour compter du 1^{er} janvier 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Kodzo Agbéko, né le 5 février 1979
 Komla Noamesi, né le 10 juillet 1979
 Adzo Xolali, née le 7 janvier 1980
 Kodzo Selom, né le 17 janvier 1983
 Akuvi Mawuse, née le 6 janvier 1988
 Kokuvi Jacques, né le 5 août 1992.

Les retenues restant dues par M. ALOVOR Komla Mawuena au titre de la validation des services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 323/CRT/DP du 26/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 65 % dont 34 % imputable à la Caisse de Retraites du Togo) est attribuée à M. TORO Timbéta, instituteur de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de l'enseignement, admis à la retraite.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à DEUX CENT SOIXANTE NEUF MILLE QUATRE CENT SOIXANTE HUIT (269 468) Francs pour compter du 1^{er} juin 1985, à TROIS CENT QUATORZE MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT QUATRE (314 384) Francs pour compter du 1^{er} juillet 1986, à TROIS CENT TRENTE MILLE CENT QUATRE (330 104) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1987 et à TROIS CENT QUARANTE SIX MILLE SIX CENT DIX (346 610) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 au 22 mai 1991 et payable comme suit :

— QUARANTE QUATRE MILLE NEUF CENT SEIZE (44 916) Francs pour compter du 1^{er} juillet 1986, à QUARANTE SEPT MILLE CENT SOIXANTE QUATRE (47 164)

Francs pour compter du 1^{er} janvier 1987 et à QUARANTE NEUF MILLE CINQ CENT VINGT DEUX (49 522) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 sur les fonds de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

— DEUX CENT SOIXANTE NEUF MILLE QUATRE CENT SOIXANTE HUIT (269 468) Francs pour compter du 1^{er} juin 1985, à DEUX CENT QUATRE VINGT DEUX

MILLE NEUF CENT QUARANTE (282 940) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1987 et à DEUX CENT QUATRE VINGT DIX SEPT MILLE QUATRE VINGT HUIT (297 088) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 au 22 mai 1991 sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo.

M. TORO Timbéta étant promu pour compter du 1^{er} janvier 1985 au grade d'instituteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 1150) pourra prétendre pour compter du 23 mai 1991 au bénéfice de la révision de sa pension concédée à l'article 1^{er} ci-dessus, sur la base des dispositions de l'article 4 du décret n° 91-208 du 6 septembre 1991.

Le montant annuel de la pension civile d'ancienneté (indice 1150, pourcentage 75 % dont 42,5 % imputable à la Caisse de Retraites du Togo) est ainsi fixé à QUATRE CENT CINQUANTE SIX MILLE DEUX CENT CINQUANTE (456 250) Francs et payable comme suit :

— QUARANTE NEUF MILLE CINQ CENT VINGT DEUX (49 522) Francs pour compter du 23 mai 1991 sur les fonds de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ;

— QUATRE CENT SIX MILLE SEPT CENT VINGT HUIT (406 728) Francs pour compter du 23 mai 1991 sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo.

Par application des dispositions de l'article 11 de l'arrêté n° 551/MJ/FPT/MFE du 9 juin 1977, le trésor public assure le paiement de la pension au titre des deux régimes et se fait rembourser par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale de la quote-part qui lui revient.

Il est également attribué à M. TORO Timbéta une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale servie sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo au titre de ses enfants du 1^{er} au 5^e rang ci-après désignés :

Séni, née le 25 janvier 1959
Kist, née le 3 novembre 1963
Maratina, née le 29 août 1966
Totèm, né le 24 novembre 1968
Gnakou, né le 10 avril 1969.

Ce taux est porté à 25 % pour compter du 1^{er} juillet 1992 au titre de son 6^e enfant Nassou né le 23 juillet 1970.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CINQUANTE TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT TREIZE (53 893) Francs pour compter du 1^{er} juin 1985, à CINQUANTE SIX MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT HUIT (56 588) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1987, à CINQUANTE NEUF MILLE QUATRE CENT DIX SEPT (59 417) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990, à QUATRE VINGT ET UN MILLE TROIS CENT QUARANTE SIX (81 346) Francs pour compter du 23 mai 1991 et à CENT UN MILLE SIX CENT QUATRE VINGT DEUX (101 682) Francs pour compter du 1^{er} juillet 1992.

M. TORO Timbéta pourra prétendre sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo pour compter du 1^{er} juin 1985 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 17^e rang) ci-après désignés :

Yata, né le 28 mai 1971
Tchalong, né le 7 septembre 1971
Nattou, née le 19 novembre 1973
Gnanki, né le 30 avril 1974
Kounoussim Nambrinon, née le 15 août 1974
Andé, née le 25 juin 1976
Nambe, née le 10 avril 1978
Kamité Waksam, née le 17 septembre 1980
Waninam, née le 26 février 1982
Akparo Analla Nbalma, né le 12 octobre 1982
Oukéssinda, née le 4 novembre 1984.

Les sommes perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée suivant l'arrêté n° 342/MEF/CR du 5 juillet 1988 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par la présente décision.

Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente décision.

Décision n° 324/CRT/DP du 26/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1550, pourcentage 75 %) au montant annuel de NEUF CENT SOIXANTE SEPT MILLE QUATRE CENT SEIZE (967 416) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TEKOU Kankouévi Toukoui Kodjo, instituteur principal 2^e échelon du corps du personnel de l'enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TEKOU Kankouévi Toukoui Kodjo pour compter du 1^{er} octobre 1994 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Dédé Yawa, née le 10 février 1966
Folly Améyèa Koffi, né le 12 juillet 1968
Follyvi Wodadjé Kossi, né le 26 avril 1970
Dédévi Elagnon Yawa, née le 15 juin 1972
Kouadjo Kangni Médégnoa, né le 29 juillet 1974
Kokoé Abia, née le 16 novembre 1976

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT QUARANTE UN MILLE HUIT CENT CINQUANTE QUATRE (241 854) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1994.

M. TEKOU Kankouévi Toukoui Kodjo pourra prétendre pour compter du 1^{er} octobre 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Adakou Améyo, née le 13 janvier 1979
Komlan Edoh, né le 19 avril 1983
Améyovi Sénamé Dopé, née le 29 mars 1986.

Décision n° 325/CRT/DP du 26/5/95 — Une pension civile proportionnelle (indice 630, pourcentage 73,75 %) au montant annuel de TROIS CENT QUATRE VINGT SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE DEUX (386 652) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme AKOGO Ablawa Maloafa épouse COMLANGAN, monitrice de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} novembre 1993.

Les retenues restant dues par Mme AKOGO Ablawa Maloafa épouse COMLANGAN au titre de la validation de ses services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 326/CRT/DP du 26/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 75 %) au montant annuel de SIX CENT CINQUANTE CINQ MILLE TROIS CENT QUARANTE QUATRE (655 344) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. JONHSON Kuaku Yackoleto, contrôleur principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des Travaux Publics, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. JONHSON Kuaku Yackoleto pour compter du 1^{er} janvier 1993 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Amissamba Jacqueline, née le 12 décembre 1962
Amba Marie Angèle, née en 1964
Ampa Jean Richard, né le 12 janvier 1966
Amissamba Amélie, née le 6 janvier 1968
Justine Perpétue Abah, née le 5 mars 1970
Amissamba Rosaline, née le 1^{er} juillet 1972

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT SOIXANTE TROIS MILLE HUIT CENT TRENTE SIX (163 836) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1993.

M. JONHSON Kuaku Yackoleto pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Essi Assamba, née le 31 octobre 1976
Akuélé Yackoleto, née le 17 septembre 1978
Akuété Yackoleto, né le 17 septembre 1978
Yackoleto Edoh Ekuà, née le 23 septembre 1981
Abah Mawulolo, née le 8 septembre 1988.

Décision n° 327/CRT/DP du 26/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2100 pourcentage 80 %) au montant annuel de UN MILLION TROIS CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE SOIXANTE DOUZE (1.398.072) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme AKALO Afiwa Oubouénalèkolè épouse FREITAS, assistante médicale de classe exceptionnelle du corps du personnel de la Santé publique admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme AKALO Afiwa Oubouénalèkolè épouse FREITAS, pour compter du 1^{er} janvier 1994 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Kodjo Akindélé, né le 08 mai 1961
Akouvi Biroké, née le 09 janvier 1963
Afiwa Morenikè, née le 15 janvier 1965
Kwami Akiwalé, né le 16 mai 1970
Akossiwa Nafissatou, née le 01 février 1976.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT SOIXANTE DIX NEUF MILLE SIX CENT QUINZE (279.615) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1994.

Les retenues restant dues par Mme AKALO Afiwa Oubouènèlèkolè épouse FREITAS seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 328/CRT/DP du 26/5/95 — Une pension unique (indice 700, pourcentage 80 %) au montant annuel de QUATRE CENT SOIXANTE SIX MILLE VINGT (466.020) Francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à veuve DOUTI NOUPO née DOUTI épouse de feu DOUTI Soukoulou Gbabgué, maréchal des logis 6^e échelon n° mle 446 du corps du personnel de la Gendarmerie nationale togolaise, décédé en retraite le 26 octobre 1991.

Il est également attribué sur les fonds de la même Caisse à la veuve DOUTI Paula Kayi née FUMEY, épouse de feu DOUTI Soukoulou Gbabgué une pension de veuve au montant annuel de (CENT SEIZE MILLE CINQ CENT HUIT (16.508) Francs, pour compter du 4 novembre 1992

Il est alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de QUARANTE SIX MILLE SIX CENT HUIT (46.608) Francs pour compter du 4 novembre 1992 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Yédouko, née le 26 août 1979
Gnankman, né le 22 février 1982
Sambilou, né le 1^{er} août 1984.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. DOUTI Gbabgué Kanfitine, chargé de leur tutelle.

Décision n° 331/CRT/DP du 26/5/95 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1200, pourcentage 80 %) au montant annuel de SEPT CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE NEUF CENTS (798.900) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KPANKOU Nulékussi Koffi, adjudant 4^e échelon n° mle 267 du corps du personnel des gardiens de préfecture, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} août 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KPANKOU Nulékussi Koffi pour comp-

ter du 1^{er} août 1992 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Ayaba Déla, née le 31 juillet 1969
Kossiwa, née le 19 septembre 1971
Afi Gbloëfa, née le 08 février 1974
Yawa Emefa, née le 08 juillet 1976.

Ce taux est porté à 20 % pour compter du 1^{er} septembre 1992 au titre de son 5^e enfant Ablawa Mawulawoè, née le 24 août 1976.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT DIX NEUF MILLE HUIT CENT TRENTE QUATRE CINQ (119.835) Francs pour compter du 1^{er} août 1992 et à CENT CINQUANTE NEUF MILLE SEPT CENT QUATRE VINGTS (159.780) Francs pour compter du 1^{er} septembre 1992.

M. KPANKOU Nulékussi Koffi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Ablawa Mawulawoè, née le 24 août 1976
Amétowoyona, née le 10 novembre 1978
Ayaba Mawussi, née le 07 décembre 1978
Kwami Agbénozan, né le 30 août 1980
Yawo Mawubédjro, né le 27 mai 1982
Yawovi Doméfa, né le 14 juin 1984
Kouassi Messanvi, né le 06 novembre 1988
Mawussé Koffivi, né le 21 juin 1991.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. KPANKOU Nulékussi Koffi ne pourra plus bénéficier des allocations familiales pour compter du 1^{er} septembre 1992 au titre de son enfant Ablawa Mawulawoè née le 24 août 1976.

Décision n° 332/CRT/DP du 29/5/95 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de SIX CENT TRENTE DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE (632.460) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. LAMBONI Douli, maréchal des logis chef n° mle 286 du corps du personnel des gardiens de préfecture, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} août 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. LAMBONI Douli pour compter du 1^{er} août

1992, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Payéné, né le 12 décembre 1969
Yéndounâme, née le 10 novembre 1970
Namka, née le 21 avril 1972.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à SOIXANTE TROIS MILLE DEUX CENT QUARANTE SIX (63.246) Francs .

M. LAMBONI Douli pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Labenam, né le 17 février 1977
Palamang, née le 07 janvier 1979
Nanfanh, né le 23 avril 1981
Pakédam, né le 17 juillet 1982
Yedoukoua, née le 29 octobre 1983
Makimanh, né le 16 mai 1986
Ladjé, né le 05 mai 1989.

Décision n° 333/CRT/DP du 29/5/95 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de SIX CENT TRENTE DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE (632.460) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TCHABLY Nakordjoa, maréchal des logis-chef 6^e échelon n° mle 266 du corps du personnel des gardiens de préfecture, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} août 1992.

M. TCHABLY Nakordjoa pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Nambédinou, née le 26 septembre 1971
Damétoty, née le 6 février 1974
N'Aldjoum-Djoa, né le 08 décembre 1978
Gnipale, née le 28 août 1980
N'Aldjoum, née le 16 octobre 1981
Yédoubé, né le 05 janvier 1983

Matiéyendou, né le 30 décembre 1984
Pakidam, né le 11 mars 1987
Souliman, né le 31 octobre 1987
Yendoutié, née le 11 février 1989
Yendouboim, né le 11 février 1989.

Par application des dispositions de l'article 67 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, les retenues restant dues par M. TCHABLY Nakordjoa, au titre de la validation de la période complémentaire seront précomptées sur les arrérages de la présente décision.

Décision n° 334/CRT/DP du 29/5/95 — Par application des dispositions de l'article 45 alinéa 3 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, une pension militaire proportionnelle (indice 380, pourcentage 43 %) au montant annuel de CENT VINGT NEUF MILLE CINQ CENT QUATRE (129 504) Francs pour compter du 29 juin 1989 et de CENT TRENTE CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE VINGTS (135 980) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 au 22 mai 1991 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KATIE Lamboni, gendarme adjoint de 2^e classe 5^e échelon n° mle 079 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise, admis à la retraite.

M. KATIE Lamboni pourra prétendre, pour compter du 23 mai 1991 au bénéfice de la révision de sa pension concédée à l'article 1^{er} ci-dessus sur la base des dispositions de l'article 4 du décret n° 91-208 du 6 septembre 1991.

Le montant annuel de la pension militaire proportionnelle (indice 380, pourcentage 53,75 %) ainsi révisée est fixé à CENT SOIXANTE NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE VINGTS (169 980) Francs pour compter du 23 mai 1991.

M. KATIE Lamboni pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1968 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Michel, né le 22 février 1961
Sanagba, né le 29 avril 1963
Louise, née le 25 août 1963
Rosalie, née le 5 septembre 1965
Richard, né le 1^{er} avril 1968.

Décision n° 335/CRT/DP du 29/5/95 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de SIX CENT TRENTE DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE (632.460) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TEGBA Kadjawélé Bouwéniké, maréchal des logis-chef n° mle 307 du corps du personnel des gardiens de préfecture, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} août 1992

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TEGBA Kadjawélé Bouwéniké pour compter du 1^{er} août 1992, une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Gnasingbé, né le 11 octobre 1967
Babin-Anè Kossiwa, née le 9 novembre 1969
Toï, né le 1^{er} décembre 1971
K. B. Kadagha, né le 2 mars 1972
Abalo, né le 19 novembre 1974

Ce taux est porté à 25 % pour compter du 1^{er} janvier 1993 au titre de son 6^e enfant Naka née le 4 décembre 1976.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT VINGT SIX MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT DOUZE (126 492) Francs pour compter du 1^{er} août 1992 et à CENT CINQUANTE HUIT MILLE CENT QUINZE (158 115) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1993.

M. TEGBA Kadjawélé Bouwéniké pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 13^e rang) ci-après désignés :

Naka, née le 4 décembre 1976
Tchamdja, né le 27 août 1977
Fèkpabè, née le 7 décembre 1979
Mafeinoyou, né le 18 septembre 1980
Aklesso, né le 1^{er} septembre 1983
B. Yoma, né le 30 octobre 1985
Awèrou, née le 10 novembre 1986
Abiré, née le 21 septembre 1990.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. TEGBA Kadjawélé Bouwéniké, ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son 6^e enfant Naka née le 4 décembre 1976 pour compter du 1^{er} janvier 1993.

Décision n° 336/CRT/DP du 29/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1900, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION CENT QUATRE VINGT CINQ MILLE HUIT CENT SOIXANTE QUATRE (1 185 864) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. MENSAH Akouété Ekovi, inspecteur des impôts principal 2^e échelon du corps du personnel des contributions directes, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. MENSAH Akouété Ekovi pour compter du 1^{er} janvier 1994, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Kouassi Awoudja, né le 3 novembre 1968
Améyo Awouyèvi, née le 24 octobre 1970
Komlan Missiaménou, né le 6 mars 1973
Dowui Ayawavi Mawuenam, née le 5 janvier 1975

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT SOIXANTE DIX SEPT MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT (177 880) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1994.

Les retenues restant dues par M. MENSAH Akouété Ekovi au titre de la validation de ses services auxiliaires seront pré-comptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 337/CRT/DP du 29/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1900, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION CENT QUATRE VINGT CINQ MILLE HUIT CENT SOIXANTE QUATRE (1 185 864) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. N'DASSIM Samah Abidji, assistant médical principal 2^e échelon du corps du personnel de la santé, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. N'DASSIM Samah Abidji pour compter du 1^{er} janvier 1994, une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Assèyi Naka, née le 8 juin 1966
Poko Kpatcha, né le 30 décembre 1967

Tchitchabalo songai, né le 11 mars 1971

Pétéma Abayi, né le 16 août 1973

Eyana, né le 29 août 1976

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT TRENTE SEPT MILLE CENT SOIXANTE TREIZE (237 173) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1994.

M. N'DASSIM Samah Abidji pourra prétendre pour compter du 1^{er} janvier 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son 6^e enfant.

Essoyomèwè, né le 22 juin 1979

Les retenues restant dues par M. N'DASSIM Samah Abidji au titre de la régularisation de situation et de la validation de période stagiaire seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 338/CRT/DP du 29/5/95 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de majoration pour enfants allouée à M. TEKY Koffi, attaché d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon (indice 1700, pourcentage 75 %) est porté pour compter du 1^{er} juin 1994 de 15 % à 20 % de sa pension principale UN MILLION SOIXANTE UN MILLE QUARANTE (1 061 040) Francs l'an au titre de son enfant Adjovi Lonlon née le 20 février 1978.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à DEUX CENT DOUZE MILLE DEUX CENT HUIT (212 208) Francs pour compter du 1^{er} juin 1994.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 6 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. TEKY Koffi ne pourra plus prétendre au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Adjovi Lonlon pour compter du 1^{er} juin 1994.

Décision n° 339/CRT/DP du 29/5/95 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de majoration pour enfants allouée à M. OUYENGAH Tamatcho Nakoutcha caporal-chef 5^e échelon n° mle 0427 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises est porté pour compter du 1^{er} octobre 1994 du 10 à 15 % de sa pension principale TROIS CENT ONZE MILLE VINGT HUIT (311 028) Francs l'an au titre de son enfant Assétemlabé né le 19 mai 1975.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à QUARANTE SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE CINQ (46 655) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1994.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. OUYENGAH Tamatcho Nakoutcha ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant ci-dessus pour compter du 1^{er} octobre 1994.

Décision n° 340/CRT/DP du 29/5/95 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, il est alloué à M. BAGNIOU Samié, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 0887 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises pour compter du 1^{er} avril 1994 une majoration pour enfant au taux de 15 % de sa pension principale DEUX CENT VINGT SEPT MILLE CENT QUATRE VINGT SEIZE (227 196) Francs l'an au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Essohame, née le 21 août 1974

Ak'lesso, né le 4 mai 1975

Mébinèbè, née le 3 décembre 1975

Méguisani, née le 2 décembre 1977

Le montant annuel de cette majoration est fixé à TRENTE QUATRE MILLE QUATRE VINGTS (34 080) Francs pour compter du 1^{er} avril 1994.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 6 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. BAGNIOU Samié ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants ci-dessus pour compter du 1^{er} avril 1994.

Décision n° 341/CRT/DP du 29/5/95 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration allouée à M. AWI Daou, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 1567 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises est porté pour compter du 1^{er} juin 1994 de 10 % à 15 % de sa pension principale DEUX CENT VINGT SEPT MILLE CENT QUATRE VINGT SEIZE (227 196) Francs l'an au titre de son 4^e enfant Batouani Mazahalou née le 30 mai 1977.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à TRENTE QUATRE MILLE QUATRE VINGTS (34 080) Francs pour compter du 1^{er} juin 1994.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 6 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. AWI Daou ne pourra plus bénéficier des allocations familiales pour compter du 1^{er} juin 1994 au titre de son 4^e enfant Batouani Mazahalou née le 30 mai 1977.

Décision n° 342/CRT/DP du 30/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 80 %) au montant annuel de SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TRENTE SIX (699 036) Francs est attribuée sur les fonds de

la Caisse de Retraites du Togo à Mme LEFEBVRE Françoise Colette épouse QUADZOVIE, infirmière d'Etat de classe exceptionnelle du corps du personnel médical et technique de la santé publique admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1994.

Décision n° 343/CRT/DP du 30/5/95 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 75 %, indice 670) au montant annuel de QUATRE CENT DIX HUIT MILLE CENT SOIXANTE SEIZE (418 176) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADEKAMBI Kouassivi Visséto, ouvrier spécialisé de classe exceptionnelle du corps du personnel des chemins de fer et wharf, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADEKAMBI Kouassivi Visséto pour compter du 1^{er} janvier 1993, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Kodjo Adéola, né le 6 mars 1972
Ablavi Clarisse Léonie, née le 15 août 1972
Comlanvi Adégum Djodjo, né le 22 août 1972

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à QUARANTE UN MILLE HUIT CENT DIX HUIT (41 818) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1993.

M. ADEKAMBI Kouassivi Visséto pourra prétendre pour compter du 1^{er} janvier 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Koffi Edjano, né le 27 décembre 1974
Colanvi Messan Ayina, né le 12 juillet 1977
Adédogni Anani Sèna, né le 16 avril 1981
Kokou Toni Anoumou, né le 6 juillet 1983
Bamigbadé Nabé Ayaovi, né le 11 juin 1987

Décision n° 344/CRT/DP du 30/5/95 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à la veuve ANANI Akouavi Délali née de SOUZA épouse de feu ANANI Sassou (Emmanuel) en retraite décédé le 20 avril 1992 une pension de veuve au montant annuel de TROIS CENT QUARANTE NEUF MILLE CINQ CENT DIX HUIT (349 518) Francs pour compter du 9 mars 1993.

Décision n° 345/CRT/DP du 30/5/95 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, il est alloué à M. DOH-AKLAMA Séwoa Kouakou, opérateur mécanographe principal de classe exceptionnelle de la statistique générale, pour compter du 1^{er} septembre 1994 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale de UN MILLION QUATRE VINGT DOUZE MILLE DEUX CENT QUARANTE (1 092 240) Francs l'an au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Ayaovi Mawéna, né le 10 août 1960
Têvi Djikpola, né le 1^{er} avril 1964
Têvi Toukoui, né le 21 août 1978

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT NEUF MILLE DEUX CENT VINGT QUATRE (109 224) Francs pour compter du 1^{er} septembre 1994.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 6 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. DOH-AKLAMA Séwoa Kouakou ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant Têvi Toukoui né le 21 août 1978 pour compter du 1^{er} septembre 1994.

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis, Communications et Annonces

Conservation de la propriété foncière

Avis de demande d'immatriculation

(Le service du journal officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).

Toutes personnes intéressées admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de Lomé, Tsévié.

Suivant réquisition, n° 17130 déposée le 16-5-1995 M. Dadzie Comlan Segbedji Tutu profession de gestionnaire, demeurant et domicilié à Lomé Amoutivé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 3 a 11 ca situé à Lomé Agoé Nyivé Demakpoé, préfecture du Golfe connu sous le nom de Demakpoé et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par les lots n°s 1519 et 1522, à l'est par le lot n° 1524 et à l'ouest par le lot n° 1520.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17131 déposée le 16-5-1995 M. Kouessan Folly Dodji profession d'agent commercial, demeurant et domicilié à Lomé Agbalépédo, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 a 39 ca situé à Lomé Agoé Nyivé Cacavéli, préfecture du Golfe connu sous le nom de Cacavéli et borné au nord et au sud par des rues non dénommées, à l'est par le lot n° 495 et à l'ouest par le lot n° 493.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17132 déposée le 16-5-1995 M. EKUE M. Anani profession d'instituteur en retraite, demeurant et domicilié à Lomé Kodjoviakopé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 92 a 99 ca situé à Baguida Devego, préfecture du Golfe et borné au nord par la propriété Semekono Afadealo, au sud par la propriété Xomekou, à l'est par les propriétés Adika et Sassouvi et à l'ouest par la propriété Togtinez Gagan.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17133 déposée le 18-5-1995 Mlle Dotsey Debi Situ profession de professeur de CEG, demeurant et domiciliée à Tokoin Hedzranawoé, majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise

demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 2 a 54 ca situé à Lomé Tokoin Hedzranawoé, commune de Lomé connu sous le nom de Tokoin Hedzranawoé et borné au nord et à l'est par des rues en projet, au sud par le lot n° 80 A et à l'ouest par le lot n° 79.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17134 déposée le 22-5-1995 M. Adokou Kodjo Amededjossan profession d'Expert Comptable, demeurant et domicilié à Lomé Agbalepédogan, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 7 a 19 ca situé à Lomé Aflao Agbalepédogan, commune de Lomé connu sous le nom d'Agbalepédogan et borné au nord par le lot n° 2225 au sud par le lot n° 2223, à l'est par les lots n°s 2231 et 2230 et à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17135 déposée le 22-5-1995 M. Samla MENSAH profession de délégué médical, demeurant et domicilié à Lomé Adidogomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 8 a 34 ca situé à Lomé Tokoin N'Kafu, Commune de Lomé connu sous le nom de Tokoin N'Kafu et borné au nord par la collectivité Ameku, au sud par la propriété Houssihoe, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par la propriété Honyiglo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17136 déposée le 22-5-1995 M. Teko Messan profession d'agent de maintenance en informatique, demeurant et domicilié à Lomé Aflao Soviépe, rue du Séminaire, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 4 a 56 ca situé à Lomé Aflao Soviépe, commune de Lomé connu sous le nom de Aflao Soviépe et borné au nord par les lots n°s 120 et 121, au sud par le lot n° 118, à l'est par une rue de 28 m et à l'ouest par le lot n° 116.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17137 déposée le 22-5-1995 M. Forster Koffi Bruce profession de comptable, demeurant et domicilié à Kpalimé Gare, majeur non interdit jouissant de ses

droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre Foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 6 a 01 ca situé à Lomé Kelegougan Ali-Kopé, commune de Lomé connu sous le nom de Kelegougan Ali-Kopé et borné au nord par le lot n° 1069, au sud par le lot n° 1073, à l'est par le lot n° 1071 et à l'ouest par une rue de 16 m.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17138 déposée le 22-5-1995 M. ABAH Kwami Emile profession de directeur de Société, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre Foncier de la République togolaise d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 1 ha 62 a 95 ca situé à Lomé Aflao Apedokoé, préfecture du Golfe connu sous le nom de Gbomame et borné au nord par les propriétés Lovi Kwami et Azamatsri Egbo, au sud par les propriétés Agblé Danklou et Akpatogboe Dokpo, à l'est par la propriété Azamatsri Egbo et à l'ouest par Lovi Kopé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17139 déposé le 22-5-1995 M. ABAH Kwami profession de directeur de Société, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 70 a 44 ca situé à Lomé Sanguera, préfecture du Golfe connu sous le nom de Sanguera et borné au nord et au sud par la propriété Laglo Gadeka, à l'est par la collectivité Etsè Glona et à l'ouest par la propriété Nicolas Gadeka.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17140 déposée le 23-5-1995 Mme Abalo Kpade Aman Bamidele profession de commerçante, demeurant et domiciliée à Lomé Tokoin Tamé, majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti, consis-

tant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 4 a 42 ca situé à Lomé-Tokoin Tamé, commune de Lomé connu sous le nom de Tamé et borné au nord, au sud et à l'est par des lots non identifiés et à l'ouest par une rue de 10 m.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17141 déposée le 23-5-1995 M. Assiongbon Kuessan profession d'ingénieur hydraulicien, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 16 ha 99 a 70 ca situé à Kévé Agoudja-Badja Kpemadoto, préfecture de l'Avé connu sous le nom de Kpemadoto et borné au nord par les propriétés de Ekoé Messan et Djamesi Atsitso, au sud par les collectivités Drah Alokpa Eklou et Djamesi Atsitso, à l'est par la collectivité Djamesi Atsitso et à l'ouest par la collectivité Drah.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17142 déposée le 23-5-1995 M. Assiongbon Kuessan profession d'ingénieur hydraulicien, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 54 a 65 ca situé à Lomé Aflao Ségbé, préfecture du Golfe connu sous le nom de Ségbé et borné au nord par la propriété Nyamegbe Kokouvi, au sud et à l'est par la collectivité Ago et à l'ouest par Ago Anani.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17143 déposée le 23-5-1995 M^e Ekoué Dodji Dosseh Adjanon profession de notaire, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 a 99 ca situé à Lomé -Bè Attigou, préfecture du Golfe connu sous

le nom de Bè-Attiégou et borné au nord par le lot n° 609, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 611 et à l'ouest par le lot n° 607.

Il déclare que ledit immeuble appartient à M. Djobo Isso Takou et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17144 déposée le 24-5-1995 M^e Tchelim Tchitchao profession d'avocat, demeurant et domicilié à Lomé Tokoin, rue des Hydrocarbures majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 12 a 00 ca situé à Lomé Kelegou, préfecture du Golfe connu sous le nom de Kelegou et borné au nord par les lots n°s 604 et 605, au sud par une rue non dénommée à l'est par les lots n°s 596 et 597.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17145 déposée le 26-5-1995 M. Lakougnon Koubla Komlan profession de gérant de l'Ets MARRA import export, demeurant et domicilié à Agoènyivé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 3 a 01 ca situé à Lomé Agoènyivé Démakpoè, préfecture du Golfe connu sous le nom de Démakpoè et borné au nord par le lot n° 608, au sud par le lot n° 607, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 609.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17146 déposée le 26-5-1995 M. Savi-Dossoù Alfred profession de monteur frigoriste, demeurant et domicilié à Ouagadougou, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 12 a 34 ca situé à Lomé Aflao Agbalépédogan, commune de Lomé connu sous le nom de Agbalépédogan et borné au nord et à l'ouest par des rues en projet, au sud par des lots n°s 794 et 795 et à l'est par le lot n° 798.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17147 déposée le 26-5-1995 Mme Sénouvon Jeanne profession de commerçante, demeurant et domiciliée à Lomé 49, rue Brazza, majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 a 97 ca situé à Lomé Adidogomé, préfecture du Golfe connu sous le nom de Adidogomé et borné au nord par le lot n° 260, au sud par le lot n° 262, à l'est par le lot n° 254 et à l'ouest par une rue en projet.

Elle déclare que ledit immeuble appartient à M. Adeotf Latif Oyeniran Adissa et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17148 déposée le 29-5-1995 Mme Babalima Bafolima épouse Takassi profession d'économiste-gestionnaire, demeurant et domiciliée à Lomé Hédzranawoé, majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un triangle d'une contenance totale de 1 a 36 ca situé à Lomé Attiégou, préfecture du Golfe connu sous le nom de Lomé Attiégou et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le lot n° 121, à l'est par le lot n° 122.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17149 déposée le 29-5-1995 M. Lantsigblé Ayao profession de menuisier, demeurant et domicilié à Lomé Bè, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 1 ha 4 a 64 ca situé à Lomé Attiégou, préfecture du Golfe connu sous le nom de Attiégou et borné au nord et à l'ouest par la collectivité Agbodi Apeti, au sud par la collectivité Aloyito et à l'est par Dosse Ayikpé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17150 déposée le 29-5-1995 M. Nyamétso Awounyo profession d'entrepreneur, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 6 a 2 ca situé à Lomé Agbalépédogan, commune de Lomé connu sous le nom de Agbalépédogan et borné au nord par le lot n° 1219, au sud par le lot n° 1221, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 1210.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17151 déposée le 29-5-1995 M. Idohou Ayodélé Adodo profession d'agent commercial, demeurant et domicilié à Tokoin Wuiti, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 5 a 87 ca situé à Lomé Tokoin Wuiti, commune de Lomé connu sous le nom de Tokoin Wuiti et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud par le lot n° 9 et à l'est par le TF n° 17166 RT.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17152 déposée le 29-5-1995 M. Idohou Ayodélé Adodo profession d'agent commercial, demeurant et domicilié au Gabon, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 12 a 91 ca situé à Lomé Tokoin Hédzranawoé, commune de Lomé connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1802, au sud par le lot n° 1799, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par les lots n°s 1792 et 1793.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17153 déposée le 30-5-1995 M. Toki Tcha profession de douanier, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre fon-

cier de la République togolaise d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 8 a 00 ca situé à Agoényivé Démakpoè, préfecture du Golfe connu sous le nom de Démakpoè et borné au nord par le lot n° 1397, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 1401 et à l'ouest par le lot n° 1399.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17154 déposée le 30-5-1995 M. Konlambigue Pikabe profession de plongeur sous-marin, demeurant et domicilié à Lomé Tokoin Est N'Kafu, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 7 a 65 ca situé à Lomé Tokoin Est N'Kafu, commune de Lomé connu sous le nom de N'Kafu et borné au nord par le lot n° 2, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le Boulevard du Zio et à l'ouest par un lot non identifié.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17155 déposée le 30-5-1995 M. Konlambigue Baguename profession de plongeur sous-marin, demeurant et domicilié à Lomé N'Kafu, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 a 95 ca situé à Lomé Agoe-Nyivé Cacaveli, préfecture du Golfe connu sous le nom de Cacaveli et borné au nord par le lot n° 38, au sud par les lots n°s 42 et 43, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par le lot n° 40.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 17156 déposée le 30-5-1995 Mme Konlambigue P. Azouma profession de secrétaire de bureau, demeurant et domiciliée à Lomé Tokoin Wuiti, majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier

d'une contenance totale de 5 a 98 ca situé à Lomé Agoe-Nyivé, préfecture du Golfe connu sous le nom de Cacaveli et borné au nord par le lot n° 313, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 309 et à l'ouest par le lot n° 307.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par une mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mercredi 17 mai 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpalimé, préfecture de Kloto consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 5 a 29 ca, connu sous le nom de Nyivémé et borné au nord par la propriété ChristopheYawo Mensah, au sud par Michel Fiatsuwo, à l'est par Alphonse Dagbo et à l'ouest par une rue en projet dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gédéon S.K. Awuté, instituteur en retraite demeurant à Kpalimé suivant réquisition du 31 août 1987, n° 13211.

Le mercredi 17 mai 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao Amadahomé commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 5 a 75 ca, et borné au nord par la propriété Atsou Adjahlin, au sud par une rue non dénommée de 14 m, à l'est par le lot n° 599 bis et à l'ouest par le lot n° 598 dont l'immatriculation a été demandée par M. Miheave Kodjo Yéma déclarant en douanes, 32, rue des Cocotiers BP 12130 Tél. 21-11-90 suivant réquisition du 23-12-1993, n° 16293.

Le vendredi 19 mai 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Hihéatro, préfecture d'Amou consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 59 a 23 ca, connu sous le nom de Tonyeviadji (Odji) et borné au nord par l'emprise du ruisseau Odji et M. Fangbedji Awokou, au sud par la propriété Wletou Kossi, à l'est par l'emprise du ruisseau Odji et à l'ouest par la propriété Ofo Djamedo dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Eklo Kunale Yao, administrateur civil demeurant à Lomé suivant réquisition du 26 mars 1992, n° 15808.

Le vendredi 19 mai 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé Akodessewa, préfecture du Golfe consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 a 00 ca,

connu sous le nom de Kpota et borné au nord par le lot n° 134, au sud par le lot n° 138, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par un lot non identifié dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Djadou Kodjo-Amégbé, comptable au ministère du Plan s/c de M. Djadou Djodji, directeur du cadastre - Lomé suivant réquisition du 06 août 1992, n° 16001.

Le lundi 22 mai 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè-Kponou, commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 3 a 00 ca, et borné au nord par le lot n° 66, au sud par le lot n° 80 bis, à l'est par le lot n° 81 et à l'ouest par une rue non dénommée de 12 m dont l'immatriculation a été demandée par le M. Avegnon Agbetoglo Yao comptable à la CNSS, demeurant à Bè-Kponou Tél. : 21-51-68 suivant réquisition du 1-9-1993, n° 16190.

Le lundi 22 mai 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tsévié Bolou Klokpoé, préfecture du Zio consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 74 ha 35 a 02 ca, connu sous le nom de Bolou Klokpoé Avélébé et borné au nord par la propriété Kpodo Agbessi, au sud aux propriétés Degbo Eli, Agbozo Xenou et Ogamo Bagna, à l'est aux propriétés Toubla Kodjo Akpali, Kpodo Agbessi et Mawuena Koffi à l'ouest aux propriétés Kpodo Agbessi, Logo Atitso Akpoto et Logan dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Tomety Koffi, directeur de société Cameroun s/c Baba Kouma direction du cadastre BP 500 Tél. : 21-02-20 poste 504 suivant réquisition du 19 octobre 1993, n° 16229.

Le mardi 23 mai 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 3 a 27 ca, connu sous le nom de N'Kafu et borné au nord, au sud et à l'ouest par la propriété Simon A. K. Amekugee, à l'est par le T.P. n° 2237 T.T dont l'immatriculation a été demandée par la dame Powovi Moevi, Pharmacienne demeurant à Lomé s/c M^e Djabaku Essien Essie, notaire à Lomé, mandataire de M. Antoine Moevi, instituteur à Dakar (Sénégal) suivant réquisition du 27 août 1992, n° 16038.

Le mardi 23 mai 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kangnikopé préfecture du Golfe consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 34 a 09 ca, et borné au nord par les lots n°s 209 et 214, au sud par l'emprise de la voie ferrée Lomé-Aného à l'est et à l'ouest par des rues non dénommées dont l'immatriculation a été demandée par le sieur

Houenassou Kahohonou, commerçant demeurant à Lomé, Cocoteraie Pa de Souza s/c société Le Renouveau SA (ex Supertaco) Bd de la Paix - Lomé suivant réquisition du 31 mai 1989, n° 14243.

Le mercredi 24 mai 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tsévié-préfecture de Zio consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 69 a 50 ca, connu sous le nom de Tsévié-Davié et borné au nord par la propriété Avotri Komivi, au sud par la propriété Dokita Pius, à l'est par la route Lomé-Atakpamé, et à l'ouest par les propriétés Etsè Mensan et Isifou Osumen dont l'immatriculation a été demandée par M. Santiégou Pakindame, agent principal de Loto Sport demeurant à Lomé Tél : 21-30-73 et 22-28-14 suivant réquisition du 14 janvier 1994, n° 16318.

Le mercredi 24 mai 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agoènyivé préfecture du Golfe consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 5 a 98 ca, et borné au nord et à l'est par des rues non dénommées, au sud par le lot n° 97 et à l'ouest par le lot n° 95 dont l'immatriculation a été demandée par M. Doumassi Kossi Pascal, comptable gestionnaire demeurant à Agoènyivé Lomé Tél : 25-27-40 25-35-05 suivant réquisition du 3 mars 1994, n° 16426.

Le vendredi 26 mai 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dalavé, préfecture de Zio consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 1 ha 94 a 09 ca, connu sous le nom de Séouvé et borné au nord par Koliko Mama Afaobo, au sud par la propriété des sieurs Agamakou Sossou et Lanyo Messan, à l'est par la collectivité Koliko et à l'ouest par la propriété Awissi Dayoka dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Awissi Dayoka, microbiologiste à l'Institut national d'Hygiène demeurant à Lomé Tél 21-57-92 suivant réquisition du 30 mars 1992, n° 15818.

Le vendredi 26 mai 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé Agoènyivé, commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 5 a 96 ca, connu sous le nom de Zone Nord de la Gendarmerie et borné au nord par le lot n° 222, au sud par un passage de 6 m, à l'est par le lot n° 225 et à l'ouest par une rue non dénommée de 14 m dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Guro Tagba-Zangala Adoyi commerçant BP 20405 Tél 22-22-93 Lomé suivant réquisition du 1^{er} février 1994, n° 16344.

Le lundi 29 mai 1995 à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Mission Tové, préfecture de Zio consistant en un terrain ayant la forme d'un

polygone irrégulier d'une contenance de 2 ha 78 a 7 ca, connu sous le nom de Mission Tové dit lieu Apossito et borné au nord par la collectivité Awoudé, au sud par la collectivité Gayon, à l'est par la collectivité Gbemou et à l'ouest par les collectivités Gayon et Agbodjan dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Agbokou Adodo et la dame Agbokou Régine, économiste et pharmacienne, demeurant à Hédzranawoé Lomé BP 60894, Tél : 27-47-62 suivant réquisition du 8 février 1994, n° 16358.

Le lundi 29 mai 1995 à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé Agoènyivé, préfecture du Golfe consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 a 00 ca, connu sous le nom de Zone Centrale Nord E2² et borné au nord par les lots n° 550 et 551, au sud par le lot n° 555, à l'est par le lot n° 554 et à l'ouest par une rue non dénommée de 50 m dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Moti Kossi, dactylographe à DCNC demeurant à Lomé suivant réquisition du 19 mai 1994, n° 16498.

Le mardi 30 mai 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 8 a 01 ca, connu sous le nom de Kélégou et borné au nord par le lot n° 1169, au sud par une rue en projet, à l'est par le lot n° 1162 et à l'ouest par le lot n° 1160 dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sossou Kodzovi Galley, médecin officier s/c Adadé A. Clément, géomètre à Lomé BP 9076 suivant réquisition du 8 décembre 1993, n° 16264.

Le mardi 30 mai 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 4 a 67 ca, connu sous le nom de Agbakodomé et borné au nord et à l'est par la collectivité Tsissan Dadzie, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gomado Kodjo Kouhoakpé, directeur des Ets GESCO-GOMADO demeurant à Lomé Tokoin 16, rue Bandeira s/c M^e S.T. Adjétey, notaire à Lomé suivant réquisition du 30 janvier 1992, n° 15731.

Le mercredi 31 mai 1995 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 5 a 33 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord et à l'est par la collectivité Amessé Gokou, au sud par le lot n° 723 et à l'ouest par une rue non dénommée dont l'immatriculation a été demandée par la dame Koko Abla, née Assogbavi, ménagère demeurant à Lomé Tokoin Cassablanca s/c de M. Aloulé Améwouamé,

topographe dessinateur à Lomé, mandataire de Mlle Assogbavi Kossiwa Brigitte en France suivant réquisition du 16 juin 1992, n° 15927.

Le mercredi 31 mai 1995 à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aného-Dégbénou, préfecture des Lacs consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 21 à 66 ca, connu sous le nom de Guen-Vémé et borné au nord, à l'est et à l'ouest par les héritiers Kpakpo Adjoga Akué, au sud par Adamah Kouwlonou dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Lawson Body Latékoué Benjamin, agent technique principal de Santé en retraite à Lomé, 4, rue St Pierre Tokoin-Gbadago, mandataire de l'association GUEN-UNION suivant réquisition du 24 septembre 1992, n° 16083.

Le mercredi 31 mai 1995 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 11 à 97 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par les lots n°s 17 et 18, au sud et à l'est par des rues non dénommées et à l'ouest par le lot n° 14 dont l'immatriculation a été demandée par la dame Dovi Lakoélé épouse Memene, ménagère demeurant à Lomé s/c du lieutenant-colonel Memene, Tél 21-12-37 suivant réquisition du 9 décembre 1993, n° 16267.

Le Conservateur de la propriété foncière,

Kodjovi N. KUGBE